

## Apaisement

Est-il possible que la plus récente récession mondiale ait opéré des changements radicaux sur les mentalités de gauche en Occident?

À Montréal, ce Premier mai, il y avait moins de monde dans la rue que par le passé. On révélait d'ailleurs ce jour-là qu'au Canada durant les six dernières années, 1983 a été l'année où il s'est perdu le moins de temps en raison de conflits de travail.

On pourrait croire que ces données ne sont que conjoncturelles, mais souvent c'est le discours même de gauche qui change.

En France en tout cas. Dans son reportage en pages 2, 3 et 4 sur le virage opéré par le président Mitterrand au mitan de son mandat, Jean-François Lisée note qu'une centrale traditionnellement socialisante comme la CFDT reconnaît désormais les avantages de l'économie de marché, «garantie ultime du respect des choix individuels».

Albert Juneau observe en page 6 qu'un peu partout en Occident, les formations politiques de gauche comptent désormais sur la santé du capitalisme pour pouvoir mener à terme certains objectifs.

Quant au gouvernement Mitterrand, son virage à droite, outre qu'il mécontente la gauche radicale en France, ne réussit pas à recueillir d'appuis à droite. Principale cible de la grogne française, le premier ministre Pierre Mauroy paraît voué à une déchéance prochaine, note Lisée.

Quant à l'opposition, elle se cherche. Sophie Huet, en page 5, s'attarde au long cheminement emprunté par l'ex-premier ministre Raymond Barre vers une candidature à l'Élysée.

Le président Mitterrand peut se féliciter, en trois ans d'orage, d'avoir entretenu de bonnes relations avec Ronald Reagan, comme en fait foi le reportage de Christine Courcol, en page 7, mais il n'est pas au bout de ses peines pour autant hors de l'Hexagone.

Des problèmes nombreux — et nouveaux — surgissent depuis quelque temps dans cette France de l'Amérique que constituent la Martinique, la Guadeloupe et Saint-Pierre et Miquelon. Michel Desgagné a visité récemment les deux départements français des Antilles et Bernard Gianetto se rendait à Saint-Pierre et Miquelon. Leurs reportages en pages 8, 9 10 et 11.

La Rédaction

## LES PROBLÈMES DE LA FRANCE D'AMÉRIQUE

**LA MARTINIQUE  
LA GUADELOUPE  
SAINT-PIERRE ET MIQUELON**  
pages 8 à 11



## LE VIRAGE DE MITTERRAND

pages 2 à 7

## L'EMPIRE DES SENS

Serge Grenier



### MUSIQUE

#### Aimez-vous Gagnon?

Gagnon André, bien sûr, qui a fait la nique à la Place des Arts, congédié ses musiciens, délaissé ses danseuses, laissé tomber ses falbalas. L'intimité timide, les confidences chuchotées, il tient salon au Théâtre de Quat'Sous avec, pour se défendre, un Yamaha, dix doigts et quelques bons mots. Une urbanité presque surannée. L'exquisité de la cuisine japonaise: des ingrédients soigneusement choisis, savamment disposés, une harmonie de teintes et de saveurs. Quelque chose entre le vague à l'âme et la pointe des pieds. Nulles Rocheuses; que des Laurentides patiemment polies par des millions d'automnes. S'excusant quasiment des mélodies de son crû: le chagrin de Nelligan, l'humour tragique du tango. André Gagnon est frileux, mais il fournit la laine. L'anti-spectacle s'appelle Seul. Pas si seul que ça. S'il en avait envie, il pourrait, dans une tournée de cégeps et de polyvalentes, apporter à des étudiants le goût de Schumann et de Satie mieux que n'importe quel cours d'initiation à la musique.

### RESTAURANT

#### Le Tatou

Pour les apprentis zoologistes, le tatou est un petit mammifère édenté xénarthre. Pour amateurs de cuisine typique, **Le Tatou** propose des plats mexicains épicés sans être piquants, dont un superbe poulet aux mangues accompagné de riz et de fèves noires. Situé à l'étage d'un vieil immeuble de la rue Saint-Laurent. Clientèle décontractée, salle sans prétention aucune, à peine agrémentée de posters d'anciens films de Dolores Del Rio. Musique brésilienne. Heureusement, parce que vous savez, les mariachis... Musique **live** en fin de soirée. Et, avec ça, pas cher du tout.

### URBANISME

#### Le désastre

Ces petits véhicules qui déblaient les trottoirs tout l'hiver ont laissé leur marque. Rue Sherbrooke ouest et ailleurs, les grilles qui doivent protéger les arbres nouvellement plantés sont souvent tordues, enfoncées, quand elles n'ont pas été tout simplement arrachées, par un

conducteur pressé d'en finir. Plusieurs bancs portent aussi des échymoses. Ce qu'un service municipal fait, un autre le défait. En ce qui concerne les bacs à fleurs, il n'y éclôt, pour le moment, que cannettes bosselées, kleenex morveux et sacs de chips écrapoutis. Et que dire de ces passages dallés qu'aime tant le baron Lamarre et qui n'auront pas passé l'hiver (voir le gâchis rue Prince-Arthur). Entretemps, la propriétaire de l'ancien **Café Provincial**, angle Dorchester et Saint-Hubert, maintenant le **Centre de la Moto**, est poursuivie par la Ville de Montréal pour avoir choisi de donner du lustre, en le faisant peindre jaune vif, à un petit édifice fort moche d'un quartier qui, justement, aurait besoin d'être ravivé. Avis au baron: si jamais il passe par Londres, qu'il s'abstienne d'aller se promener sur King's Road ou Carnaby Street; il y ferait une indigestion de couleurs dont il pourrait difficilement se remettre.

### À LA RADIO

#### Comme dans le temps

Elles se font rares les émissions de radio avec musique et chansons en direct, avec public. Pour tout dire, je n'en connais qu'une seule: **L'Oreille musclée**, à CBF, édition du vendredi, diffusée depuis l'hôtel Méridien avec, encore et toujours, Chantal Jolis. Comme si le ruban magnétique n'avait jamais existé. Heureuse formule qui fit jadis ses preuves et qui méritait d'être ressuscitée. L'autre jour, une remarquable chanteuse qui s'appelle Sylvie Tremblay. Un plaisir.

### ÉCRITURE

#### La machine ou la mitaine?

Selon un relevé de Georges-Hébert Germain (voir **L'Actualité** de mai), les gens d'écriture se divisent en deux: ceux qui ne jurent que par la machine à traitement de texte, et les autres. Parmi les adeptes de l'écran cathodique, Louis Caron, Michel Tremblay, Pierre Turgeon. J'y ajoute un des coupables de **Broue**, Jean-Pierre Plante, qui s'est acheté la super-machine: la IBM. Entre deux traits d'humour, il ne jase plus que mémoire, imprimante et disquettes. Cette chronique que vous achevez présentement de lire, a été écrite à l'encre (plume Sheaffer en or -mon seul luxe), puis tapée sur une Smith Corona achetée en 1960. Et «liquid paper» pour les fautes de frappe.

## FRANCE

# Double ration d'austérité pendant que la relance est engagée ailleurs



Jean-François Lisée



Inutile de faire le tour des hôpitaux ces temps-ci en France pour trouver des visages abattus, des regards déprimés. On a qu'à se rendre chez le plus proche électeur de François Mitterrand pour constater les ravages causés par la déception dans le peuple de gauche.

Sur cent électeurs de l'actuel président, 44 avouaient il y a un mois à un institut de sondage (**Sofres-Figaro** 18/4/84) qu'ils étaient franchement déçus de l'action de leur élu depuis trois ans.

Il faut se rendre à l'évidence, les temps sont durs pour ceux qui, hier, plaçaient leurs espoirs, leurs rêves et une ou deux illusions à gauche. La popularité de leurs leaders ne cesse de tomber dans l'estime générale: seulement 40 p. cent des Français approuvent la politique du président et à peine 18 p. cent (un record) soutiennent le premier ministre Pierre Mauroy, dont chaque tentative de lancer un nouveau combat semble d'avance vouée à l'échec.

Où les militants socialistes trouveront-ils l'enthousiasme nécessaire à la campagne électorale européenne qui s'ouvre ce mois-ci alors qu'à l'évidence, cette élection démontrera une fois de plus que la gauche est minoritaire dans le pays?

Comment les militants syndicaux de gauche pourraient-ils convaincre leurs adhérents de rester calmes alors que c'est «leur» gouvernement qui supprime des emplois par dizaines de milliers dans des secteurs — acier, charbon, automobile — hier encore châteaux forts de la base ouvrière socialiste?

Le temps était déjà maussade pour la gauche l'an dernier, mais quelques résultats économiques venaient tout de même arrondir les

angles. L'inflation avait été ramenée de 14 à 10 p. cent en 82 puis à 9 p. cent en 83, le chômage avait été stabilisé «sur la crête des deux millions de chômeurs», pour retentir l'expression fétiche du premier ministre.

Mais alors que le président s'apprête à franchir le cap des trois années à la tête de l'État, et en fait la moitié de son mandat réel puisque la dernière année du septennat est toujours essentiellement électorale, le chômage a repris sa progression (presque 50 000 nouveaux chômeurs par mois) et le gouvernement a manifestement perdu, au vu des résultats des premiers mois de 1984, son pari de ramener l'inflation à 5 p. cent cette année.

Les socialistes souriants, en ce mois de mai 1984, sont une race en voie de disparition.

#### La conversion

Sur une mer déchaînée, une petite embarcation brave la tempête en rangs serrés, les passagers aux allures de travailleurs et de paysans français affichent des visages réprobateurs. À la proue, un personnage serein semble illuminé de l'intérieur. C'est Mitterrand. À ses côtés, un bonhomme plus petit et plus agité, c'est Mauroy, lui souffle à l'oreille: «Je crois qu'ils veulent un miracle.»

La caricature du talentueux dessinateur du **Monde**, Plantu, date de l'automne 81. Elle frappe juste et fort. Le miracle, les socialistes l'avaient promis aux électeurs français avant l'élection du 10 mai précédent, ils croient être en train de l'accomplir.

Le miracle s'appelle «relance» ou «croissance». En 81, les Français font le pari, avec un certain nombre d'experts occidentaux, que l'économie mondiale entamera sa reprise l'année suivante.

François Mitterrand décide d'anticiper, il augmente les salaires, crée des dizaines de milliers d'emplois de fonctionnaires, hausse les prestations familiales, de vieillesse, de chômage, étend la couverture médicale, bref, il pousse à la consommation.

On le sait, 1982 a été l'année noire des économies occidentales. L'étranger n'a pas pris le relais de la croissance artificielle française qui est donc tombée à plat en provoquant des déséquilibres économiques considérables. Cette première année de «miracle économique» où la France a été un îlot de croissance dans un monde de récession, ce pari manqué, il faut aujourd'hui le payer. Si l'Amérique du Nord et certains Européens sont maintenant à l'heure de la reprise, la France, déphasée, avale aujourd'hui une double ration d'austérité.

La politique de rigueur appliquée en douceur à l'automne 82, puis d'une main de fer depuis un an, n'est cependant pas considérée par le président français comme une simple période de pénitence avant un nouveau «bond en avant» socialiste.

En opérant son virage à 180 degrés l'an dernier, François Mitterrand a entamé une conversion plus profonde. «Pendant toute l'année 83, Mitterrand fait la promotion d'un nouvel acteur, qu'il hisse lui-même au premier plan de la scène idéologique: l'entreprise, et notamment l'entreprise privée», écrit un ancien gauchiste qui suit un cheminement parallèle, Serge July, le directeur du quotidien **Libération**.

«Le rôle de l'État change: désormais il encourage, il protège, il suscite les transformations et veut libérer l'initiative. Cette reconnaissance

# Pour la gauche, une conversation tardive aux lois du marché

teurs, affirmait au début du mois qu'il est «nécessaire de considérer le marché (libre, capitaliste) comme garantie ultime du respect des choix individuels». Une déclaration qui aurait valu à un syndicaliste de gauche d'être lapidé il n'y a pas cinq ans.

La conversion tardive de François Mitterrand aux lois du marché et aux vertus de l'initiative privée s'accompagne de notables inconvénients. À gauche, les communistes se refusent à le suivre très loin sur cette route (voir page 4). À droite, personne ne lui fait de cadeau et les leaders de l'opposition réussissent le tour de force de s'être aussi farouchement et totalement opposé à la première politique (la croissance) qu'à son contraire (la rigueur). Quant au patronat, fidèle à lui-même, il se méfie.

Bref, le président mécontente les communistes, déroute ses propres partisans, ne fait aucun gain sur sa droite et poursuit avec une volonté qui l'honore un centre qui persiste à ne pas vouloir exister.

## Les acquis

Il faut prendre garde que la forêt ne cache quelques arbres. Si l'expérience socialiste française traverse une période de réorientation qui ne pourrait (qui ne pourra?) porter des fruits que dans un ou deux ans (avant les élections législatives de 1986, espère le président), elle a déjà quelques bons points à son bilan.

Le président avait fait 110 propositions à la France lorsqu'il n'était que candidat. «Quelque 75 sur 110 ont été réalisées en deux ans et demi», affirmait-il lors de sa dernière conférence de presse. «Il en reste: je suis élu pour sept ans.»

Les Français ont maintenant une cinquième semaine de congé payé (oui, cinq), la semaine de 39 heures, la retraite à 60 ans. Les droits des locataires ont été étendus, non sans provoquer une crise du logement qui ne saurait, à terme, que se résorber. Le monopole que l'État détenait sur l'audiovisuel a pris fin depuis que 850 radios libres ont été autorisées. Les représentants de l'opposition ont maintenant le loisir d'expliquer, sur les ondes de radios qu'ils contrôlent, comment les «socialos-communistes» nous entraînent tout droit vers un régime de type albanais.

La peine de mort a été abolie, de même que les tribunaux d'exception. Des mesures ont été prises pour favoriser l'égalité des sexes, une meilleure insertion des immigrants reçus, les illégaux étant promptement reconduits aux frontières.

Et si le gouvernement ne craint pas de frapper fort pour restructurer des secteurs vieillissants comme l'acier et le charbon, les travailleurs qui perdent leur emploi ne sont pas laissés à eux-mêmes comme ce fut le cas chez Reagan et Thatcher. Lorsqu'ils ne sont pas

mis en pré-retraite, on leur offre une formation rémunérée et, dans certaines régions particulièrement touchées, leur reclassement dans un nouvel emploi est garanti. L'effort entrepris en direction de la formation des jeunes chômeurs est également colossal, même si on regrette qu'à leur sortie de stage, ils ne trouvent pas des emplois qui n'existent pour personne. L'énumération n'est pas exhaustive.

Incapable, semble-t-il, de capitaliser sur ces acquis, le gouvernement de gauche multiplie les maladresses. Sa décision de poursuivre la construction de centrales nucléaires à un rythme accéléré — malgré les promesses du candidat Mitterrand —, l'achat de gaz algérien et soviétique met aujourd'hui la France dans une situation de surabondance énergétique. On ne sait pas ce qu'on fera de l'électricité produite par les centrales nucléaires encore en construction.

Les problèmes des sureffectifs dans certaines industries comme l'automobile étaient prévisibles et prévus par les intéressés depuis plusieurs mois. Mais le pouvoir a longtemps ignoré les signes avant-coureurs et s'est contenté d'intervenir à chaud, mal préparé et sans se concerter au préalable avec les organisations syndicales qui sont théoriquement ses alliées, une attitude de pompier qui a entraîné des grèves et des affrontements violents comme ceux des usines Talbot en décembre dernier. L'enthousiasme des socialistes à prévoir des augmentations de production d'acier et de charbon il y a trois ans n'a pas non plus contribué à préparer le terrain aux fermetures d'usines et aux suppressions d'emplois que l'essoufflement du marché rend nécessaires dans ces secteurs.

Mais les deux énormes gaffes du pouvoir de gauche s'appellent «presse» et «école». Pierre Mauroy croyait enfoncer une porte ouverte en partant en guerre contre l'empire de presse de Robert Hersant, un «papivore» de droite qui contrôle trois quotidiens à Paris et 16 en province. Un «projet de loi sur le pluralisme de la presse» est donc prestement déposé. Si prestement d'ailleurs que le texte semble préparé sur un coin de table, un soir de colère. La presse de droite déclenche évidemment une tempête dénonçant cette «guillotine» contre la liberté de la presse. L'immense majorité des journaux de gauche, s'ils croient de bon goût de vouloir limiter la concentration de la presse, estime que le projet est à plusieurs égards nuisible à la bonne santé des quotidiens.

Qui plus est, le projet épargne les groupes de presse régionaux, comme celui du ministre de l'Intérieur Gaston Defferre à Marseille, qui détiennent de véritables monopoles dans certains départements. Mais le mot de la fin revient à Robert Hersant qui a déjà en tête deux ou trois façons de remanier son empire pour le garder intact et échapper à la future loi.

Ce n'est pas la lente et patiente préparation qui a manqué au projet sur l'école. De son objectif initial d'intégrer l'école privée catholique au réseau public, François Mitterrand et le ministre de l'Éducation Alain Savary (qui a présenté sa lettre de démission à plusieurs reprises) ont graduellement dérivé vers un projet qui consacre l'existence séparée des deux réseaux mais qui ne parvient à contenter ni les catholiques ni les laïques partisans de l'unification.

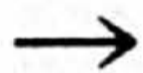
Les manifestants se comptent à coups de demi-millions à Paris et à Versailles, tous contre le projet mais pour des raisons diamétralement opposées. L'opposition, encore une fois, fait ses choux gras de cette affaire et à gauche, plusieurs pensent que le jour où le président a décidé de lancer cette réforme, il a manqué une bonne occasion de rester au lit.

## Les réserves

Tout espoir n'est pas perdu. Le pouvoir de gauche a semé depuis trois ans des graines de réforme qui n'ont pas encore poussé mais qui pourraient, à moyen terme, se révéler profitables.

La «grande réforme du septennat», lancée dès 1981, concerne la décentralisation des pouvoirs en direction des régions. Dans un pays où, traditionnellement, tout passe par Paris, la volonté de la gauche de faire profiter les régions et les départements de budgets et de pouvoirs accrus ne peut que plaire aux administrés de province qui se sentent généralement oubliés par la capitale.

Cette réforme ne sera cependant complète qu'avec l'élection, au suffrage universel, des «as-



sance de l'entreprise privée se généralise à toute la société: reconnaissance de l'enseignement privé, reconnaissance d'une communication privée à côté d'un secteur public géré lui aussi de manière performante», ajoute-t-il.

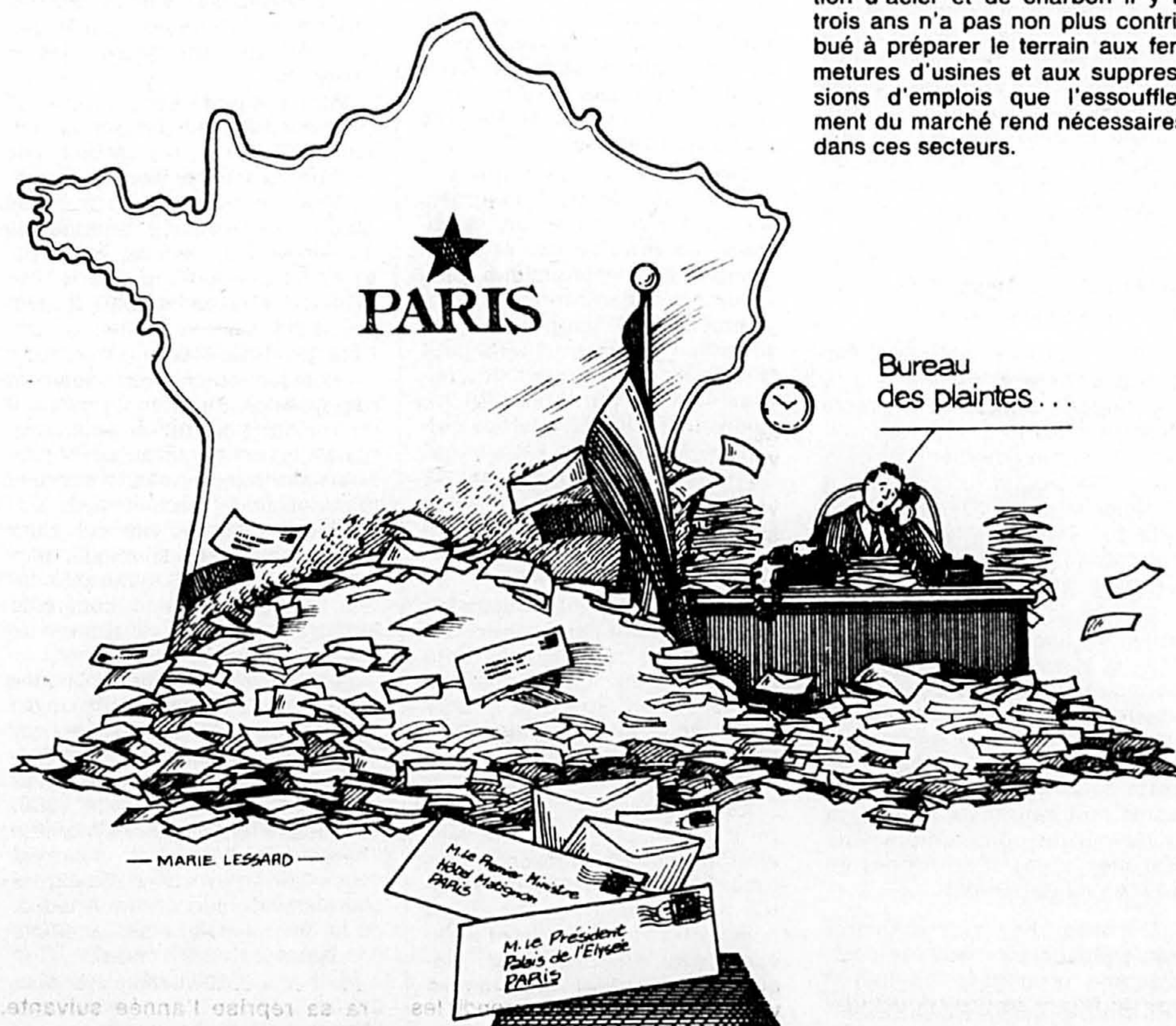
## La droite à la mode

On comprendra que les électeurs de gauche soient dérouterés par ce nouveau discours, qu'on conspuait hier lorsqu'il était prononcé par la droite.

Il n'y a plus guère que Jean Popperen, le numéro deux du Parti socialiste, qui fait figure de «conscience de gauche», pour prononcer à intervalles réguliers l'expression rarissime de «lutte de classes». À contre-courant, il sent que l'idéologie socialiste qui a fait les grandes heures de l'opposition de gauche est en train de se dérober. «La gauche (ne doit pas) cesser d'être elle-même au moment où la droite s'affirme plus que jamais la droite», lance-t-il en avril dans un «document de réflexion.»

«N'entrons pas à reculons dans notre propre logique politique, ajoute-t-il, on ne réussirait pas une politique dont on paraîtrait avoir honte.»

Et pourtant le fait est que la gauche finalement au pouvoir n'est plus à la mode. Les bruyantes et brouillonnes incartades d'Yves Montand n'en sont que la caricaturale illustration. Même le syndicat de gauche CFDT, traditionnel creuset des projets autogestionnaires, socialisants et planifica-



**plus**

éditeur  
Roger D. Landry

éditeur adjoint  
Réal Pelletier

secrétaire de rédaction  
Manon Chevalier

collaborateurs  
au Québec

Philippe Barbaud  
Jean Basile  
Berthio

Alain Borgognon  
Maurizia Binda  
Françoise Côté

Gil Courtemanche  
Antoine Désilets  
Jean-François Doré

Claire Dutrisac  
Charlotte Fauteux  
Andrée Ferretti

Pierre Godin  
Serge Grenier  
Gérard Lambert

Adèle Lauzon  
Yves Leclerc  
Marie Lessard

Mario Masson  
Pol Martin  
Simone Piuze

Pierre Racine  
Georges Schwartz  
René Viau

Ottawa  
Toronto

Calgary  
Vancouver

New York  
Managua

San Salvador  
Paris

Rome  
Bruxelles

Chypre  
Vienne

Tokyo  
Taiwan

Michel Vastel  
Patricia Dumas

Diane Hill  
Daniel Raunet

Trevor Rowe  
Jacques Lemieux

Edith Coron  
Jean-François Lisée

Jean Lapierre  
Claude Moniquet

Robert Pouliot  
Albert Juneau

Huguette Laprise  
Jules Nadeau

PLUS publie également des reportages exclusifs obtenus de l'Agence France-Presse, de l'agence Inter Presse Service, de Reporters associés et de Télémedia.

publicité  
générale:

Probec5 Ltée  
Tél.: Montréal 285-7306  
Toronto (416) 967-1814  
de détail: La Presse, Ltée  
Tél.: (514) 285-6874

Le magazine PLUS est publié par Hebdobec Inc., C.P. 550 Succursale Place d'Armes Montréal H2Y 3H3, monté et imprimé par LA PRESSE, Ltée. Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction réservés.

président du conseil  
d'administration  
Roger D. Landry

responsable des  
cahiers spéciaux  
Manon Chevalier  
secrétariat  
Micheline Perron

Tél.: (514) 285-7319

semblées régionales». Ces élections, d'abord prévues pour le début 83, sont constamment repoussées. Le président sait que l'opposition y gagnerait la majorité presque partout et n'est pas masochiste au point de vouloir décentraliser au profit de ses adversaires. Il attend des jours meilleurs, en espérant qu'il y en aura.

Seule la Corse, qui jouit d'un statut particulier, a eu droit à l'élection de son assemblée régionale, à l'été 82. Mais le mini-parlement de l'île est aujourd'hui paralysé par ses rivalités internes. Sa création n'a en rien refroidi les ardeurs des indépendantistes qui continuent leurs attentats à la bombe quasi hebdomadaires et

leurs menaces contre les «contingents», les Français travaillant dans l'île, souvent des professeurs mutés là contre leur gré.

Reste que la décentralisation constitue une «réserve» pour le pouvoir, tout comme d'ailleurs ses réformes de démocratisation de la vie des entreprises.

Dans le secteur public et nationalisé (la majorité des banques, Renault, Air France, Pechiney et beaucoup d'autres), les représentants des travailleurs, employés et cadres seront élus d'ici le 30 juin prochain aux conseils d'administration de ces entreprises. Ils détiendront le tiers des sièges et seront donc associés aux décisions de stratégie industrielle.

À la base, les salariés pourront

se réunir dans des «conseils d'atelier ou de bureau» où ils seront consultés sur l'organisation de leur travail.

Dans le secteur privé, la réforme ne va pas aussi loin mais elle introduit une obligation qui fait sourire les juristes québécois: patrons et syndicats sont maintenant obligés de se réunir une fois l'an pour négocier les salaires et l'organisation du travail.

Au Québec, il y a longtemps que s'applique non seulement l'obligation de négocier, mais celle de «négocier de bonne foi». Les travailleurs français sont cependant en avance puisqu'ils ont droit de regard sur les comptes et bilans de leurs sociétés. Dans les grands groupes privés, ils forment aussi des «comités de groupes» réunissant les syndicats de toutes les filiales et habilités à négocier avec le sommet de la hiérarchie patronale.

Ces réformes peuvent être porteuses de nouveaux conflits dans l'entreprise, mais bien utilisées, elles devraient donner aux salariés une plus grande responsabilité dans la vie économique. En retour, elles forceront les directions d'entreprises à prendre en compte les arguments et propositions des salariés avant la prise de décision, plutôt que d'y être confrontés après, dans un climat de crise.

Un tel effort de démocratisation — des régions et de la vie économique — ne peut cependant qu'avoir des répercussions visibles dans la vie quotidienne après une période assez longue. Mais pour l'instant, le gouvernement est submergé sous les reproches qu'on lui adresse pour ses gaffes et ses maladresses.

C'est Pierre Mauroy qui est le plus atteint par les mécontentements: on l'a vu, sa popularité vacille aux limites de la visibilité. Depuis de Gaulle, les premiers ministres servent de «paratonnerres» ou de «fusibles»: lorsque l'État est touché par la foudre, c'est le premier ministre qui saute, pas le président.

Mais Pierre Mauroy a aggravé considérablement son cas au printemps 83 lorsqu'il a déclaré, une semaine avant les élections municipales, qu'il n'était pas question qu'un plan de rigueur soit imposé au lendemain de ces élections. Une semaine après le vote, le plan était bel et bien adopté. (Il prévoyait entre autres le fameux contrôle des devises étrangères, autre maladresse qui n'a pratiquement rien donné.) «Au train où ça va, il ne restera plus qu'un seul mauryste en France, François Mitterrand», ironise un député socialiste, selon les indiscretions du *Carnet enchaîné* qui cite cet autre responsable du parti lorsqu'il affirme: «Mauroy est incapable de prendre une décision cohérente au bon moment, il faut trouver un chef pour nous tirer du bordel.»

Tous les observateurs politiques croient que le président devra changer de premier ministre pour essayer de ravalier la façade gouvernementale avant les législatives qui auront lieu au début de 1986, sous peine de perdre la majorité à l'Assemblée. Mais bien malin est celui qui pourra dire quand le changement interviendra et lequel de la demi-douzaine de candidats à la succession sera choisi.

Mais on connaît déjà son programme: relancer une expérience socialiste à bout de souffle. □

## Union de la gauche: instance de divorce

«Le vaudeville, c'est vous, la majorité, qui en donnez le pitoyable spectacle. D'un côté, (le leader communiste Georges) Marchais joue: «Adieu, je reste»; à l'autre bout de la scène, (le président Mitterrand lui répond: «Pars, si tu peux.» C'est très exactement comme ces couples qui ne peuvent plus se supporter, mais qui restent ensemble à cause des enfants.»

Cette tirade d'un membre de l'Opposition a, pour une minute, détendu l'atmosphère à l'Assemblée nationale jeudi, 19 avril, alors que toute la classe politique attendait l'issue de la nouvelle querelle de ménage entre communistes et socialistes.

Depuis un mois, les premiers n'en finissaient pas de critiquer la manière dont François Mitterrand gérait les affaires de famille, surtout du côté des petites économies. En supprimant plus de 20 000 emplois dans la sidérurgie, le gouvernement ne respecte «ni l'esprit, ni la lettre de l'accord de gouvernement» signé entre les deux partis, déclarait Georges Marchais peu avant de participer à une manifestation de sidérurgistes nettement antigouvernementale.

Ce n'est pas la première fois qu'on assiste à de tels écarts de langage depuis que quatre communistes ont fait leur entrée au gouvernement à l'été 1981. Mais cette fois, ce que le premier ministre Pierre Mauroy qualifie de «malentendu», «incohérence» et «dérèglement» dépasse les bornes.

Le président réclame publiquement une «mise au net» et Pierre Mauroy demande aux communistes de prouver leur allégeance à l'union de la gauche en votant une motion de confiance. On croyait bien que cette fois, ça y était, lorsque, après huit heures de débats, le porte-parole communiste Guy Hermier vient d'annoncer le vote de sa formation.

Il commence par affirmer «solennellement» que les deux discours prononcés ce jour-là par un Pierre Mauroy conciliant

«sont loin d'avoir levé nos préoccupations, nos inquiétudes».

«Aujourd'hui, ajoute-t-il, ces femmes et ces hommes (qui avaient voté à gauche) voient de nouveau fermer des usines modernes, disparaître des emplois, baisser leur pouvoir d'achat...» Son parti s'engage à «s'appuyer sur l'intervention des travailleurs de toutes les forces populaires». Sur ce, il annonce que son groupe votera la motion et affirme sans rire qu'il va ainsi «manifeste sans ambiguïté (son) attachement à l'union de la gauche.»

Bref, les communistes s'engagent à rester au gouvernement et à continuer à le contester dans la rue. Le résultat n'est pas tout à fait au goût des socialistes. Leur union avec les communistes présente un intérêt justement parce qu'elle permet de tenir en laisse la puissance centrale ouvrière CGT, dont le secrétaire général, Henri Krasucki, est aussi membre du bureau politique du PC.

Les mouvements d'humeur du parti de Georges Marchais ne sont pas seulement tactiques. Le malaise est profond. La politique économique plus favorable à l'entreprise privée, graduellement adoptée par le président depuis un an, ne peut qu'aboutir à un départ des ministres communistes qui ne peuvent chanter longtemps cette chanson. Mais le PC ne veut pas prendre l'initiative de la rupture. Son électorat, déjà passé de 21 p. cent en 1973 à 15 p. cent en 1981, ne le lui pardonnerait peut-être pas.

De leur côté, les socialistes ne se résignent pas à mettre sèchement les quatre ministres à la porte. Tant qu'ils sont au gouvernement, le PC et la CGT ne peuvent pas s'engager dans une politique d'opposition systématique.

Alors on attend. Les (mariés) ne s'aiment plus mais trouvent encore quelque avantage à partager les mêmes meubles. Bientôt peut-être, l'un des deux commettra l'irréparable et le divorce sera prononcé. Par consentement mutuel, mais pas à l'amiable.

## LES LECTEURS DISENT...

### Le Québec et la Wallonie

À la suite du dossier de PLUS (vol. 2, no 8) sur les relations internationales du Québec, M. Philippe Cantraine, Délégué de la communauté française de Belgique au Québec, regrette que notre collaborateur à Vienne, Albert Juneau, ne se soit pas arrêté à l'expérience belge, dans son article sur les pouvoirs d'intervention internationale dont disposent certaines constituantes d'États fédéraux en Europe (landers en RFA, cantons en Suisse, etc.).

M. Cantraine fait observer qu'à cet égard, l'exemple de la Belgique «est peut-être parmi les plus originaux que compte aujourd'hui le monde occidental». Notre correspondant ajoute que «les relations privilégiées qui par ailleurs unissent le Québec à la Communauté française (Wallonie-Bruxelles) de Belgique, inviteraient (...) à elles seules à ce qu'un dossier consacré aux relations internationales du Québec s'y arrête quelque peu».

La rédaction de PLUS prend bonne note de la suggestion de monsieur le Délégué de la communauté française de Belgique et l'en remercie.

### La loi 101

Un pharmacien de Saint-Jean-de-Matha, M. Louis Landry, salue l'arrivée à PLUS du chroniqueur Philippe Barbaud qui traite à chaque semaine du parler des gens d'ici. «Enfin, dit-il, une chronique de langue vraiment utile (...) En voilà un qui reconnaît, avec les plus grands linguistes modernes, que le «bon» français est multiple, qu'il dépend des circonstances de temps et de lieu, le seul critère étant qu'il faut se comprendre le mieux possible.»

Néanmoins, M. Landry ne partage pas l'opinion formulée par Barbaud dans un article à la défense de la Loi 101 (PLUS, vol. 2, no 16). En réponse à Barbaud qui prétend que les francophones se retournent contre la fameuse loi parce qu'ils veulent faire la paix avec les «Anglais», M. Landry estime que ce virage est dû au fait qu'elle apporte plus de contraintes aux francophones qu'aux anglophones, dans la mesure, par exemple, où elle leur enlève la liberté de choix de l'école, liberté que les anglophones ont conservée.

M. Landry enfin dénonce ce qu'il appelle «les chinoïseries imposées par l'Office de la langue française» au plan des pratiques langagières.

# Un solitaire dans l'opposition: Raymond Barre

Il y a, en politique, des qualificatifs qui vous collent à la peau. Raymond Barre en est l'exemple. En France, on l'appelle le «troisième homme»: celui qui vient après Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac. Agacé, l'ancien premier ministre de Giscard répliquait récemment à un journaliste: «Pourquoi le troisième?» La réaction est significative: il ne fait aucun doute que Raymond Barre a des ambitions présidentielles.

Mais le professeur d'université, qui a fait une entrée triomphale et tardive dans la vie politique en devenant chef du gouvernement à l'âge de 53 ans (c'était le 25 août 1976), devra surmonter un handicap sérieux: depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, en mai 1981, c'est un homme seul, sans parti politique pour le soutenir. Une situation qu'il a d'ailleurs lui-même choisie.

Dans son bureau du boulevard Saint-Germain, deux ou trois collaborateurs planifient son emploi du temps surchargé six mois à l'avance, et étudient la stratégie à venir. Cette structure apparaît bien légère, à comparer à l'imposante «machine» que constitue le Rassemblement pour la République (RPR), le parti de Jacques Chirac. Première formation de l'opposition, le RPR est logé dans un hôtel particulier de la rue de Lille, à Paris, où les va-et-vient sont incessants. En outre, Jacques Chirac, en tant que maire de Paris, est aussi le patron d'une véritable entreprise qui emploie plus de 37 000 salariés.

Pourtant, le président du RPR, dont on sait déjà qu'il sera candidat à l'élection présidentielle de 1988, a une image trop droitière pour espérer arriver à l'Élysée sans le soutien de toutes les forces de l'opposition. Il lui faudra en particulier l'appui des libéraux.

## Giscard

Quant à Valéry Giscard d'Estaing, l'ancien président de la République, il siège aux instances dirigeantes de l'Union pour la démocratie française (UDF), une formation politique créée en 1978 pour rassembler les troupes giscardiennes et pour ne pas laisser le champ entièrement libre au RPR (né en 1976) dont le succès avait été immédiat.

Après sa défaite en 1981, Giscard, qui n'est pas le président en titre de l'UDF même si son influence y est grande, n'a pas fait retraite: les affaires publiques le fascinent tellement qu'il continue à se tenir sur le devant de la scène, lançant des appels pour réconcilier «deux Français sur trois». C'est d'ailleurs le titre de son dernier livre, paru il y a un mois.

Giscard sera-t-il à nouveau candidat à l'élection présidentielle de 1988? Il ne le sait peut-être pas lui-même. Tout dépendra en fait des rapports de force entre la droite et la gauche dans quatre ans. En s'adressant aux «déçus du socialisme», qui sont de plus en plus nombreux, Giscard agit comme un candidat en puissance.

Mais il souffre d'un tel phénomène de rejet dans l'opinion publique, y compris chez ses anciens partisans, qu'il est bien difficile d'avancer un pronostic. Le contexte est d'autant plus délicat que l'UDF traverse une crise profonde. Constituée à partir de quatre partis politiques différents, cette coalition électorale bâtie avant les élec-

tions parlementaires de 1978, qui avait une signification précise lorsque Giscard était au pouvoir, en a beaucoup moins depuis sa défaite.

Les différentes sensibilités de droite s'affrontent au sein de l'UDF, les réunions se multiplient et il est probable que cette structure se transformera complètement au lendemain des élections européennes du 17 juin prochain. Un nouveau parti taillé sur mesure pour un Giscard nouveau?

## Et Barre?

Raymond Barre, le «troisième homme», a beaucoup de disciples au sein de l'UDF. Mais il se déclare «au-dessus des partis» et affiche le plus grand dédain pour ce qu'il appelle «le microcosme politique».

Portant un jugement sévère sur la classe politique tout entière, Raymond Barre dénonce volontiers ceux qui «scribouillent, jacassent et babillent», c'est-à-dire les hommes politiques en général. Il lance: «Je ne fais pas la pêche aux voix comme d'autres font la pêche aux moules.» Et quand il était premier ministre, il eut cette phrase célèbre: «Quand on doit gouverner, on ne peut faire ni le matamore ni le joli cœur.» Un propos typique chez ce professeur d'économie qui a été un premier ministre impopulaire parce qu'il osait dire aux Français: «Ici on ne râle pas, on bosse et quand on bosse, on gagne!»

Une formule, restée célèbre, le caractérise: c'est un homme carré, au caractère tranché, dans un corps rond. L'embonpoint de Raymond Barre, qui déguste volontiers les plats cuisinés lyonnais, tient lourd, comme la saucisse chaude ou la potée au chou, peut aussi devenir un atout. Personnage rassurant, avec sa silhouette de grand-père, Raymond Barre a acquis l'estime de nombreux chefs d'entreprise qui voient en lui un



Sophie Huet



homme responsable et expérimenté.

Il est aussi un farouche adversaire de la gauche. Dans le tour de France qu'il effectue depuis deux ans, il ne cesse de répéter que les socialistes conduisent l'économie française à la ruine, que la France ne peut pas devenir «le pays des pré-retraités» pour camoufler le chômage, et qu'elle «entre dans l'avenir à reculons».

«Nous vivons le crépuscule des magiciens», affirme le professeur Barre qui traite un jour François Mitterrand de «prince de l'équivoque». La popularité habituelle du député du Rhône (il a été élu en 1978) s'explique par son franc-parler mais surtout par le fait qu'il apparaît comme un homme libre et indépendant: tous les sondages montrent en effet que les Français en ont ras-le-bol des partis traditionnels. Ils sont autant déçus par la gauche au pouvoir que par la droite institutionnelle. Communistes et socialistes ont contracté un mariage forcé et courent régulièrement le risque du divorce. L'opinion publique n'en est pas dupe.

## Divisions

Mais dans l'opposition, l'électorat est tout aussi inquiet des relations qui empoisonnent les relations entre les chiraquiens, les giscardiens, les barristes, en dépit des déclarations officielles affichant l'union des forces anti-gauche.

Face aux deux blocs droite et gauche, de plus en plus de Français recherchent «une troisième voie», moins sectaire, plus constructive. La multiplication des clubs et associations politiques d'opposition, après mai 1981, est à cet égard révélatrice. Une quantité de citoyens qui refusent d'adhérer à un parti politique, se rassemblent au sein de petites structures qui tentent désespé-

ment de peser sur le cours des événements et de se faire entendre du RPR et de l'UDF.

Ce ras-le-bol des Français explique aussi dans une large mesure les progrès électoraux de l'extrême-droite, à travers le Front national de Jean-Marie Le Pen, un ancien leader de l'Algérie française, personnage chaleureux qui bénéficie d'un succès de curiosité.

Face à une gauche en perte de vitesse, face à ce besoin de renouvellement de la classe politique et au rejet des promesses démagogiques du style «demain, on rase gratis», Raymond Barre joue un jeu subtil, mais sans aucune démagogie.

Il ne cesse de dire aux Français qu'ils doivent travailler au redressement de la France, que l'avenir est incertain, que la crise économique sera longue et douloureuse, que les entreprises doivent parfois licencier pour créer de nouveaux emplois. Raymond Barre attaque violemment les intérêts corporatistes «qui figent la société», il dénonce les droits acquis des fonctionnaires et affirme qu'en Amérique du Nord, la mobilité de l'emploi est un exemple à suivre.

Maniant successivement l'humour et la critique, avec un certain pessimisme, le «meilleur économiste de France», comme l'avait qualifié Giscard, utilise un langage qui tranche avec celui des autres leaders politiques. À la fois surpris et admiratifs, de nombreux Français qui «pensent à droite» viennent l'applaudir, saluant en lui le précheur solitaire qui a pris son bâton de pèlerin pour diffuser son évangile.

## Fin des illusions

Raymond Barre le dit lui-même: «Je ne suis pas un marchand d'illusions.» Personne ne le contredirait sur ce point. Un jour, en Bretagne, on lui demanda ce qu'il pen-

sait de «la guerre des chefs» entre lui-même, Giscard et Chirac. L'ancien premier ministre, qui entretient des relations particulièrement distantes avec Jacques Chirac, répliqua: «Je ne me sens pas du tout concerné par la guerre des chefs. Car pour être un chef, il faut avoir des sous-chefs! Or moi, je n'en ai pas...» Sous-entendu: je n'ai pas de parti politique qui «magouille» derrière mon dos.

Raymond Barre s'enorgueillit d'être seul face aux Français. Mais ce qui apparaît aujourd'hui comme un atout peut devenir demain un handicap. Son entourage en est bien conscient.

Comment, en effet, gagner une élection présidentielle sans militants, sans structures et sans argent? Le RPR a 81 députés, 58 sénateurs, sans compter les associations qui militent pour lui et les nombreuses sections départementales du Rassemblement. L'UDF a 64 députés, près de 150 sénateurs, et une bonne implantation en province.

Raymond Barre, lui, n'adhère à aucun parti — il n'est qu'apparenté au groupe UDF à l'Assemblée nationale — et ses troupes sont principalement constituées d'universitaires, de chercheurs et de hauts fonctionnaires qui lui préparent des dossiers.

Dans la perspective d'une campagne présidentielle, comment «Raymond-la-science», l'un de ses surnoms, pourrait-il remplir le Palais des sports de Paris, qui compte 11 000 places assises, pour un meeting? Jacques Chirac, lui, l'a déjà fait sans difficulté. Ce détail peut paraître anecdotique. Et il est vrai que Barre dispose d'un réel capital de confiance dans l'opinion publique française.

Mais la course à l'élection présidentielle est longue et fatigante, elle nécessite beaucoup de moyens matériels et humains. Et si Jacques Chirac a une santé de fer, un appétit vorace et une énergie redoutable, si Giscard a, lui aussi, un solide tempérament, Raymond Barre a plutôt tendance à ménager sa monture.

Certains lui reprochent d'ailleurs de ne pas avoir été candidat en mars 1983, à la mairie de Lyon, qu'il aurait pu gagner sans difficulté. Le député du Rhône a préféré rester au-dessus de la mêlée, ce qui n'est pas forcément un bon calcul à long terme. Car étant maire de la deuxième ville de France, il aurait pesé davantage sur la vie politique.

À l'inverse, Jacques Chirac, qui est considéré comme un bon maire de Paris, dispose d'un contre-pouvoir important face au gouvernement. De la même façon, la mairie de Montréal, avec Jean Drapeau, est en quelque sorte «un État dans l'État».

Allergique à la dynamique de groupe, Raymond Barre poursuit donc sa route, tel un compagnon du devoir qui se croit poussé vers le sommet, par une espèce de destin. Ce grand voyageur qui se rend fréquemment aux États-Unis, au Canada ou au Japon pour rencontrer les grands de ce monde, croit que la morale finit toujours par l'emporter, même en politique. L'avenir nous dira si le professeur a raison. Quoi qu'il en soit, ce «paysan indépendant du Danube», comme il s'est qualifié lui-même un jour, apporte du piment à la vie politique française et il n'a sûrement pas dit son dernier mot. □

## LES SOCIAL-DÉMOCRATIES

# Une gauche qui attend son salut ... de la santé du capitalisme



Albert Juneau



**R**ien n'est trop grand pour la France, encore moins pour la gauche. Les socialistes français n'ont donc pas craint, en prenant le pouvoir en mai 1981, de placer la barre haute. En dépit de la crise internationale, ils étaient fermement convaincus que l'économie française pouvait, à sa manière, sortir de la récession, retrouver une croissance élevée, éliminer le chômage et réduire l'inflation. Alors que les économies occidentales s'enlisaient dans la stagnation et le chômage, la France socialiste rêvait d'une autre politique, d'une voie nouvelle, qui démontrerait, enfin, que le socialisme démocratique représente une véritable solution de rechange au capitalisme mondial.

Le défi ne manquait pas d'audace. Quand la gauche arrive au pouvoir en 1981, la situation économique internationale est particulièrement sombre. La croissance dans les pays occidentaux (OCDE) dépasse à peine 1 p. cent et l'année 1982 s'annonce pire. L'économie française est encore plus essouffée: elle ne croît en 1982 qu'à un taux de 0,5 p. cent et le chômage fait un bond important (7,8 p. cent). Mais la gauche française refuse la «fatalité de la crise» et amorce alors une vigoureuse politique de relance économique. Celle-ci tombe toutefois à contretemps, car presque tous les autres grands pays industriels se réfugient dans l'austérité budgétaire et la lutte contre l'inflation. L'économie française connaît un regain avec un taux de croissance de 1,9 p. cent en 1982, pendant que l'Allemagne et les États-Unis subissent une véritable décroissance, avec des taux de -1,1 p. cent et -1,9 p. cent.

### Un socialisme différé

Il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour voir les effets de la nouvelle politique socialiste. Dès 1982, la sonnette d'alarme retentit. La balance des paiements accuse un lourd déficit. La France doit emprunter et s'endetter pour financer sa croissance. Le gouvernement change alors de politique et s'engage à son tour dans la voie

de la rigueur. Pour le Parti socialiste et son allié au gouvernement, le Parti communiste, le réveil est brutal. Le socialisme démocratique serait-il donc une voie sans issue dans un environnement international profondément marqué par le capitalisme? La France ne pourrait donc s'affranchir des règles de l'interdépendance économique, en particulier vis-à-vis de ses partenaires commerciaux européens? À la fin du mois de mars dernier, le Premier ministre Pierre Mauroy avouait clairement: «La France ne peut conduire une politique de gauche intégrale si les autres pays européens appliquent des politiques de droite.»

Devant cette évolution, une question vient à l'esprit: pourquoi la gauche française en est-elle venue à croire qu'elle pourrait réussir là où d'autres ont échoué ou hésité? On sait que le Parti socialiste (PS) est membre de l'Internationale socialiste, qui regroupe les partis socialistes (occidentaux) et social-démocrates. Or, ceux-ci, contrairement au PS, ont manifesté beaucoup de prudence dans la gestion de l'économie. En fait, le courant majoritaire du PS a toujours voulu se démarquer des politiques social-démocrates telles que pratiquées en Suède, en Autriche ou en Allemagne.

La gauche française voulait aller plus loin en concevant un «socialisme à la française», que François Mitterrand définissait ainsi quelques mois avant l'élection présidentielle de 1981: «Le socialisme à la française est une appréhension différente de la social-démocratie sur le plan de l'économie. Les expériences social-démocrates nous ont été très utiles par leurs réussites, mais aussi par leurs échecs. Nos seulement nous avons jugé qu'il fallait réaliser une appréhension sociale pour que cesse l'exploitation de l'homme par l'homme, mais nous avons dit aussi qu'il fallait s'attaquer davantage aux structures économiques, d'où les nationalisations, d'où une véritable planification démocratique.»

### Les nationalisations

La politique économique fran-

çaise était basée au départ sur une reprise de la consommation, mais aussi, et surtout, sur une relance des investissements grâce aux industries nationalisées. Celles-ci devaient constituer une véritable «force de frappe économique». Les entreprises publiques sont devenues effectivement très importantes puisqu'elles concentrent 20 p. cent de la valeur ajoutée, 11 p. cent de l'emploi total, et 35 p. cent (moins les PTT) des investissements. Mais il faut remarquer qu'elles le sont aussi dans plusieurs autres pays européens. En Suède, en Autriche, en Italie et en Grande-Bretagne, les entreprises publiques jouent un rôle de premier plan en fournissant plus de 11 p. cent de l'emploi et en attirant plus de 30 p. cent des investissements. En Autriche, elles occupent une place plus considérable qu'en France, du moins en termes d'effectifs (plus de 15 p. cent de l'emploi).

En somme, on ne peut pas conclure que les nationalisations en France, malgré leur ampleur, constituent véritablement une politique propre aux socialistes français. Le plus paradoxal, c'est que dans certains pays européens, comme la Suède, l'Autriche et l'Italie, la prise en charge par l'État de vastes secteurs industriels n'a pas été l'oeuvre de la gauche, mais des conservateurs ou d'une coalition droite-gauche. En Suède, c'est un gouvernement soi-disant «bourgeois» qui a nationalisé pour sauvegarder l'emploi dans des secteurs fragiles comme les textiles et la sidérurgie. En quatre ans, de 1976 à 1980, ils ont fait plus en ce domaine que les social-démocrates pendant 44 ans de règne presque ininterrompu. En Autriche, après la guerre, le Parti populiste, par définition partisan de l'économie de marché libre, se prononça sans hésiter, en commun avec les socialistes, pour des nationalisations massives, afin de soustraire les industries, autrefois administrées par l'Allemagne hitlérienne, de la mainmise soviétique. L'URSS voulait à l'époque s'approprié ou démonter ces industries.

Les entreprises publiques fran-

çaises n'en demeurent pas moins un atout précieux dans la mesure où elles entraîneront le reste de l'économie. Le pourront-elles? Il faudra auparavant qu'elles sortent du «rouge» car, à deux exceptions près (Saint-Gobain et CGE), elles sont toutes endettées: au total, en 1983, pour environ 15 milliards de francs, dont plus des deux tiers dans la sidérurgie. Le ministre responsable a demandé aux PDG que les entreprises soient rentables en 1985.

### La relance de la consommation

L'autre politique que les socialistes français considéraient comme essentielle était la relance de la consommation supportée par une hausse des bas salaires, des retraites, des pensions, des prestations... Ces nouvelles dépenses devaient être financées par une rigueur sociale de gauche, c'est-à-dire l'impôt sur les grandes fortunes, le resserrement de l'éventail des salaires... À distinguer de la rigueur de droite qui, elle, selon les socialistes, s'appuie sur le blocage des salaires et les licenciements. En outre, sentant la menace de la pression extérieure, la gauche voulait réduire, en l'espace de 10 ans, la part du commerce extérieur, par rapport au PNB, de 22 p. cent qu'elle était en 1981, à 20 p. cent et même 18 p. cent, comme le suggéra Mitterrand lui-même. En 1958, le commerce extérieur ne représentait que 9 p. cent du PNB.

Louable sur le plan social, cette politique se révéla plutôt désastreuse sur le plan économique, car la croissance de la consommation provoqua une forte hausse des importations, l'industrie française n'étant pas assez concurrentielle dans certaines branches pour répondre adéquatement à la nouvelle demande. Naturellement, c'est l'Allemagne, le principal partenaire commercial de la France, qui profita le plus de la relance socialiste. La structure de l'industrie française est ainsi faite qu'une hausse de la production nationale de 3 p. cent, par exemple, entraîne une augmentation des achats à l'étranger de 6 à 12 p. cent. Optimistes,

les socialistes avaient prévu une hausse des importations de seulement 4,2 p. cent, toujours dans l'hypothèse d'une croissance de 3 p. cent.

Le plan de la gauche a, bien sûr, alourdi les charges des entreprises. Les prélèvements globaux (impôts, assurance-chômage, allocations...) sont passés de 42,8 à 44,6 p. cent de 1981 à 1983. «Il faut que ça s'arrête», a déclaré Mitterrand, conscient que la rentabilité des entreprises est menacée. Parallèlement, l'inflation est restée élevée, même si elle tend à diminuer, ce qui rend la position de la France difficile vis-à-vis de ses principaux concurrents. Par exemple, les prix à la consommation ont augmenté en 1983 de 9,3 p. cent en France (11,8 p. cent en 1982), contre 3 p. cent aux États-Unis, 2,1 p. cent en Allemagne, 5 p. cent en Grande-Bretagne et 2,5 p. cent aux Pays-Bas.

La gauche française avait visé haut et voulait démontrer que le socialisme démocratique pouvait faire mieux que la social-démocratie scandinave et de l'Europe centrale. C'était oublier certains avantages précieux dont jouissent les social-démocraties: d'une part, la collaboration étroite entre les syndicats de travailleurs et les partis de gauche; d'autre part, la paix sociale (ou du moins une acceptation réciproque) entre employeurs et syndicats. C'est grâce à ce climat particulier que des pays comme l'Allemagne ont pu maintenir les prix et les salaires à des niveaux beaucoup plus bas qu'en France. Il y a, en France, bien sûr des affinités certaines entre le mouvement syndical et les partis de gauche. Mais les divisions intersyndicales et l'absence de communications organiques entre les syndicats et les partis de gauche (à l'exception de la CGT et du Parti communiste) rendent la tâche des socialistes plus difficile. Quant aux relations patrons-travailleurs, elles sont, pour le moins, encore tendues.

Pour les purs du socialisme, les premières années du socialisme à la française se sont révélées particulièrement éprouvantes et décevantes. La gauche a rêvé d'un rayonnement mondial du socialisme français: «La France peut incarner à la fois la possibilité la plus proche d'une transition réelle vers le socialisme au coeur du monde développé et celle d'une rupture de l'ordre international capitaliste.» (Texte du comité de rédaction du projet socialiste.)

Aujourd'hui, la France socialiste attend une partie de son salut de la reprise américaine. Sans croissance mondiale, pas de croissance française. Voilà une tournure désagréable des événements, comme le mentionnait Jean-Pierre Chevènement, le représentant de l'aile radicale de la gauche: «Ce serait un étrange paradoxe de voir les socialistes attendre leur salut du capitalisme.» □

Christine Courcol



# France-USA: des relations meilleures que jamais

**S**il est une constatation que se plaisent ces derniers temps à réaffirmer sur tous les tons les hauts responsables politiques de France et des États-Unis, c'est bien celle-ci: jamais les relations entre les deux pays n'ont été aussi bonnes qu'en ce moment, en dépit de philosophies politiques quasi diamétralement opposées.

L'élection de François Mitterrand, pourtant, avait quasi glacé d'horreur les responsables américains. Un socialiste, c'est un radical aux États-Unis. En outre, il faisait entrer des communistes au gouvernement, ce qui, comme le soulignait récemment un observateur politique, «est une situation peu commune pour un allié des États-Unis». Petit à petit pourtant, la confiance est venue, et aujourd'hui les relations sont au beau fixe.

D'abord, François Mitterrand, en dépit de son air quelque peu guindé, a plu au président Reagan, qui ne s'est pas fait faute de souligner, dès leur première rencontre, au Canada en juillet 1981 et avec une certaine naïveté, que Mitterrand n'était pas du tout extrémiste, et que lui-même avait été très favorablement surpris. À certains égards, il semble aussi d'ailleurs que François Mitterrand ait laissé tomber quelques-uns de ses préjugés, et ait fini par se laisser quelque peu séduire par le charme bien connu du président américain.

## Intérêts communs

Ensuite, les Américains se sont progressivement aperçus des abîmes séparant les socialistes et les communistes français d'une part, et des tensions entre la France de M. Mitterrand et l'Union soviétique d'autre part, et ont constaté que la politique étrangère française pouvait servir leurs propres intérêts.

Enfin, les Américains se sont plu à constater, au fil des mois de présidence socialiste, que Mitterrand «évoluait». «Finalement, M. Mitterrand a compris, soulignait ces jours derniers un éditeur conservateur américain. Il a viré de bord, ses discours sont toujours à gauche, mais sa politique laisse apparaître un net mouvement en direction du bon sens.»

De ce fait, les deux parties ont reconnu que les mauvaises humeurs de l'un ne feraient pas changer d'un iota les convictions

de l'autre et ont tacitement décidé de ne pas insister sur les points de désaccord. Certes, Mitterrand parle toujours de désastres causés aux économies européennes par le déficit budgétaire américain et Reagan souhaiterait que le président français ait une vue moins «gauchiste» de l'Amérique centrale. Cela dit, on n'insiste pas et on souligne au contraire les points d'entente. Depuis quelque mois, c'est la lune de miel.

## Voyage aux USA

Le récent voyage de Mitterrand aux États-Unis, à la fin du mois de mars, a été à cet égard extrêmement éloquent. Les discours du président français ont été largement repris dans la presse. Les hauts responsables ont multiplié les commentaires élogieux, et Mitterrand a fait une excellente impression en focalisant son voyage d'un bout à l'autre des États-Unis sur la recherche, la technologie de pointe ou l'agriculture moderne.

La France, voulait-il sans doute dire, ce n'est pas seulement les châteaux de la Loire, les bons vins et le camembert. C'est aussi un pays tourné vers l'avenir, et qui veut garder sa place parmi les grands de ce monde. Le message a été entendu, et accepté. Et le président Reagan lui-même s'est fait un plaisir d'affirmer en accueillant son hôte que la France et les États-Unis étaient «deux grandes puissances» dont les responsabilités s'étendaient au-delà de leurs frontières. La France, ajoutait-il encore, a apporté «une contribution majeure à la paix et la stabilité dans le monde».

Pour les commentateurs politiques américains, Mitterrand est d'ailleurs un homme raisonnable qui sait s'adapter aux circonstances et fait plutôt une politique centriste, et aussi un réaliste courageux qui n'a pas peur de mener une politique étrangère musclée.

## Paris: un appui

Ainsi, les Américains lui savent gré d'avoir envoyé des soldats au Tchad pour contrer l'influence libyenne, et d'autres au Liban pour faire partie de la Force multinationale de maintien de la paix. Certes, ils aiment moins ses prises de position sur l'intervention américaine à la Grenade ou le minage des ports nicaraguayens — mais rien qui remette en cause l'alliance de base.

En outre, les Américains savent un gré immense au gouvernement français d'avoir appuyé sans réserve le déploiement des missiles américains en Europe — il est vrai qu'aucun missile ne sera déployé sur le sol français, ce qui rend l'acceptation plus facile. Ils rendent hommage aussi à la France de ne vouloir à aucun prix affaiblir l'OTAN. En outre et surtout, ils voient dans la France un pays qui, avec sa force de frappe, empoisonne les stratégies soviétiques, qui doivent ainsi compter avec quelqu'un d'autre que le président des États-Unis.

Enfin le gouvernement américain salue le courage du président Mitterrand, qui a osé imposer un programme d'austérité à son peuple et, récemment, décidé de réduire l'emploi pour rendre compétitives diverses industries, et notamment la sidérurgie. Qui pouvait aussi espérer une telle attitude d'un dirigeant socialiste? Qui pouvait aussi attendre de telles mesures, extrêmement impopulaires, de François Mitterrand, qui avait commencé son septennat en offrant aux Français des augmentations de salaires importantes, la réduction de la durée de la semaine

de travail et la cinquième semaine de vacances?

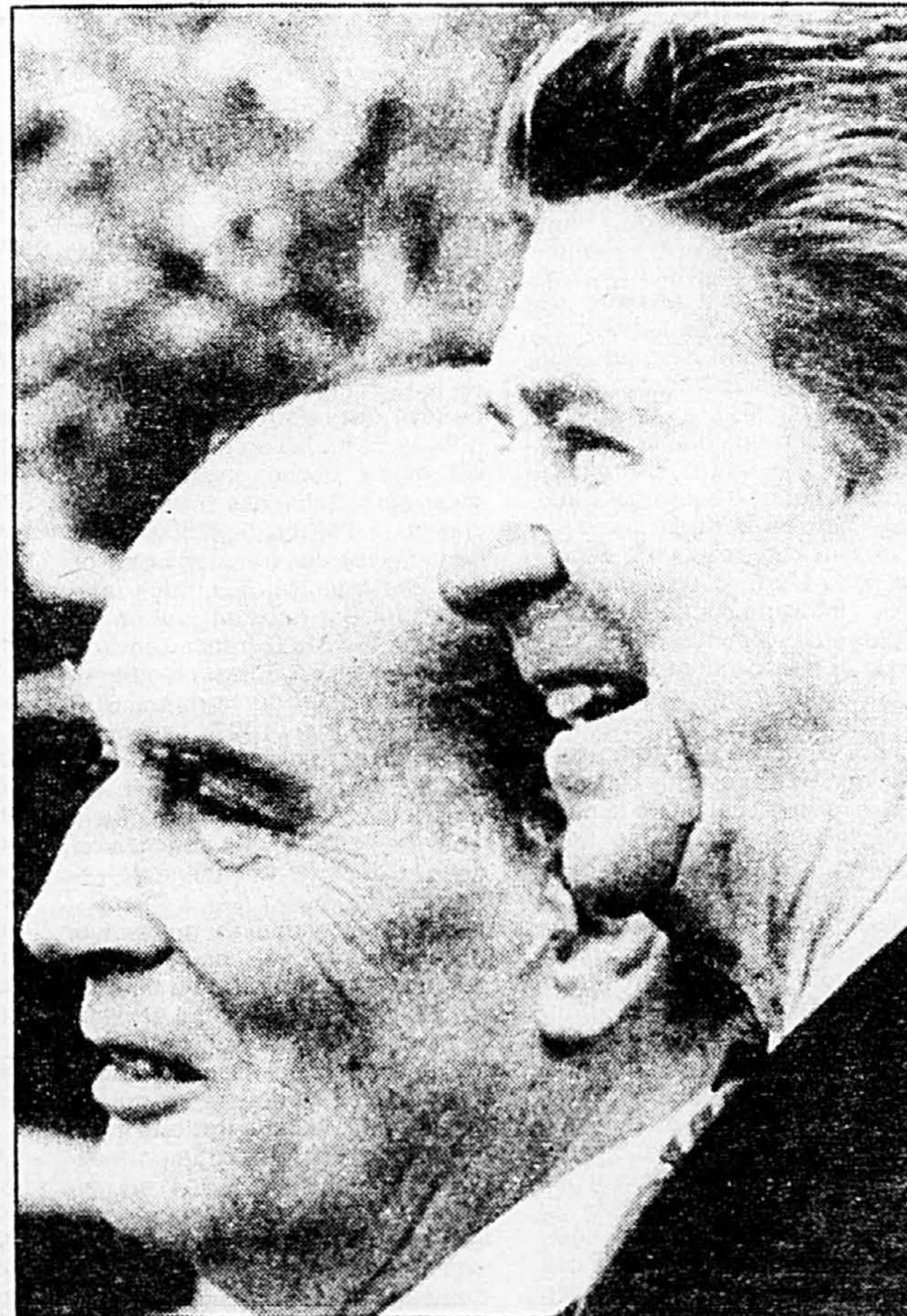
## Les communistes

Enfin, les Américains ont même fini par oublier la présence des communistes au gouvernement, qui leur semblait a priori inadmissible. Il est vrai que, à l'usage, ils n'apparaissent plus aux autorités américaines que comme des espèces de faire-valoir, obligés d'avaler toutes les couleurs, et parfaitement inoffensifs. «Ils sont moins populaires dans le public qu'il y a trois ans», se plaisait à souligner récemment l'ambassadeur des États-Unis en France, Evan Galbraith. Et il ajoutait avec une tranquille assurance: «Les perspectives ne sont pas très bonnes pour eux, et je pense que leur déclin va se poursuivre.»

Ce sentiment est largement partagé aussi bien dans la population américaine que chez les dirigeants du pays. Il y a quelques mois, Galbraith, avec un manque de considération évident, avait pris pour cible un des ministres communistes, Charles Fiterman, qu'il avait — selon la version la plus crédible de l'incident — traité de «pauvre petit Français perdu». Ce dernier avait répliqué, d'un ton digne et extrêmement pincé, en qualifiant son agresseur de «grossier personnage». Aux États-Unis, le «grossier personnage» eut tous les rieurs de son côté...

En bref, la France est devenue récemment un des meilleurs alliés des États-Unis en Europe, celui sur lequel ils peuvent presque compter le plus. Les dirigeants américains, il est vrai, sont extrêmement pragmatiques, et prêts à passer par-dessus toutes les rhétoriques, une fois qu'ils sont persuadés qu'il ne s'agit bien «que» de rhétorique.

Aujourd'hui, pour les Américains, les Français rêvent et parlent à gauche, mais tout le monde est persuadé à Washington que dans le fond d'eux-mêmes, ce ne sont que des modérés. Pour reprendre un éditorial d'un journaliste conservateur, qui reflète parfois les opinions des milieux dirigeants américains, «le socialisme, c'est du théâtre, de l'art, et le président Mitterrand est arrivé à la conclusion que l'art mettait la pagaille dans la vie». Vu de Washington, le président Mitterrand est bien décidé à mettre de l'ordre dans la vie.



Mitterrand et Reagan lors du récent voyage aux États-Unis du président de la République française

## LA FRANCE D'AMÉRIQUE

# LA MARTINIQUE

## L'éclosion de l'île aux fleurs reste à venir

« **J**'entends une tempête. On me parle de progrès, de réalisations, de maladies guéries, de niveaux de vie élevés au-dessus d'eux-mêmes. Moi, je parle de sociétés vidées d'elles-mêmes, de cultures piétinées, d'institutions minées, de terres confisquées... » Dans son *Discours sur le colonialisme*, publié en 1950, l'Antillais Aimé Césaire charcutait ainsi le « drôle » de développement dont la France accouchait dans ce département d'outre-mer. Trente ans plus tard, cette tempête est devenue une tornade blanche. À Fort-de-France, le vieux fort Saint-Louis, ce monument colonial mouillant dans la baie des Flamands, est aujourd'hui entouré d'une importante zone urbaine, comme si le développement « à la française » signifiait la disparition du mode de vie rural. Un impressionnant parc de voitures — quand on connaît les dimensions assez modestes de ce territoire insulaire (à peine 60 kilomètres de longueur sur 20 de largeur) — congestionne les axes routiers, paralyse la circulation piétonnière et gaze l'atmosphère. Si ce n'était qu'il soit soufflé par les alizés, l'air de Fort-de-France serait tout aussi irrespirable qu'à New York les jours de brouillard.

Mais il n'y a pas que l'automobile qui encombre le paysage martiniquais. Partout s'impose l'industrie française, du beaujolais nouveau en passant par les fromages les plus fins jusqu'aux vêtements les mieux coupés sans oublier les derniers gadgets électroniques. Tout se passe comme si la quantité d'objets manufacturés déversés sur les quais faisait office de développement. Un développement en trompe-l'oeil qui aurait les vertus du cosmétique. Dans ce cas-ci, il rend moins voyantes les profondes rides sociales du tissu martiniquais.

### Distorsions

La multiplication sans fin depuis la départementalisation, dans les années 40, des institutions gouvernementales et le gonflement de la main-d'oeuvre du secteur public ont engendré de sérieuses distor-



Michel Desgagné



sions entre la ville et la campagne. À la campagne où sueurs et parasitoses restent le lot des paysans, la production agricole ne cesse de décliner. Les surfaces plantées en canne à sucre sont passées de 12 000 hectares en 65 à moins de 5 000 hectares et il ne reste plus que deux usines de transformation de la canne sur les onze en activité il y a une quinzaine d'années.

Situation d'autant plus dramatique que la canne à sucre constitue depuis les débuts de la colonisation la principale ressource exportable de la Martinique. La liquidation de l'industrie sucrière n'a pas non plus été compensée par la culture de la banane dont le volume d'exportation diminue depuis cinq ans et de l'ananas dont le volume stagne. Cette crise de l'agriculture martiniquaise a provoqué, on s'en doute, la désertification de la campagne, la disparition d'une foule d'activités rurales et rendu plus vulnérable une bonne partie de la population qui, une fois entassée dans la ville, ne peut plus compter sur le jardin créole et un travail même modestement payé pour survivre. En ville (Fort-de-France et son élastique banlieue), puisque aucune autre production ne prend le relais, le chômage atteint près de 40 p. cent de la population active. Ce chiffre, reconnaissent les autorités, ne tient pas compte du sous-emploi chronique des nombreux jeunes décrocheurs et des milliers d'autres qui chaque année vont chercher du travail en France à 7 000 kilomètres de là.

Dans ce département d'outre-mer, les villes, même petites, sont d'importants réservoirs d'énergies

humaines inutilisées. Beaucoup parlent de gaspillage et de mal-développement.

### L'aide de Paris

Seul l'Etat-Providence français peut aujourd'hui masquer les nombreuses déficiences économiques de la Martinique, ce qui fait que la misère, pourtant aussi réelle qu'ailleurs dans l'archipel antillais, est moins dense, moins criante qu'ailleurs. Selon des sources officielles, si l'île ne bénéficiait plus de la masse des transferts publics de l'Etat français, le produit intérieur brut par habitant, qui en 77 s'élevait à 15 000 francs (environ 2 400 dollars canadiens) tomberait du jour au lendemain à 3 000 francs (environ 400\$ canadien) soit à un niveau inférieur à celui des autres pays de l'archipel. Ce qui fait dire à certains intellectuels de la place que nous sommes ici dans le pays de la « servitude radieuse ».

Outre les employés du secteur public (plus du tiers de la population active) qui ont droit à une prime de vie chère, ceux qui profitent le plus de ce déséquilibre économique sont les bekés, ces descendants de colons européens qui ont abandonné les plantations pour créer des sociétés d'import-export.

Ces derniers se partagent avec les grands monopoles d'Etat du transport français (Air France et la Compagnie générale maritime) les généreuses retombées des transferts de fonds publics. Ces transferts, sous formes de subventions, de prestations et d'aide sociale, alimentent artificiellement la con-

sommation. Cette consommation ne pouvant être satisfaite par la production autochtone se porte sur les produits d'importation.

Deux exemples illustrent la dépendance dans laquelle cette politique d'assistance a enfermé la Martinique: d'une part, l'île dépend de l'extérieur pour les trois quarts de son alimentation et d'autre part, la valeur des importations françaises est passée de 450 millions de francs en 65 (72 millions \$) à 3 milliards 275 millions de francs (420 millions \$) au début des années 80.

### La dépendance

Dans un tel contexte, le pouvoir politique local, dans la mesure où il détermine la distribution des fonds décidés par la France, agit en quelque sorte comme un entremetteur de la consommation. En somme, le politicien martiniquais se trouve à gérer la dépendance. Gestion particulièrement performante si l'on tient compte de l'évolution des montants de prestations sociales servies de 79 à 81. Ceux-ci sont en effet passés de 248 millions de francs (39 millions \$) à 599 millions de francs (95 millions \$).

« Nous voilà devenus des mendiants de luxe », écrivent Serge Domi, Monique Ébion et Fernand Fortune dans la nouvelle revue martiniquaise de sciences sociales. « Cette assimilation, poursuivent-ils, semble difficilement conciliable avec une prise de conscience de sa propre identité et avec un développement de la structure productive. »

Pour l'heure, les multiples dys-

fonctionnements de la société martiniquaise n'en font certainement pas un modèle à suivre pour les autres pays de l'arc antillais. Cet enlèvement dans la dépendance, même « dorée », a engendré un mal-être que toute une nouvelle génération d'intellectuels martiniquais a décidé de décortiquer. Refusant l'irréversibilité d'un processus enclenché il y a plus de trente ans par l'intégration de la Martinique dans l'espace national français, ils ont choisi de psychanalyser leur propre société. Ils ont entrepris ce que Michel Manuel appelle « le nécessaire mouvement de décolonisation de la pensée antillaise ».

En témoigne la rigueur de la revue *CARBET* dont le premier numéro publié en novembre dernier porte sur la dépendance et le mal-être social. Dans cette nouvelle revue martiniquaise de sciences sociales, une dizaine d'universitaires locaux se livrent à un véritable décapage de la réalité insulaire. Signalons également les travaux percutants du Groupe d'expression plastique et notamment de l'artiste peintre René Louise qui cherche à travers une nouvelle théorie fondée sur des formes d'expression et de résistance issues du grand Marronage (à savoir l'époque d'avant l'abolition de l'esclavage où des nègres ont voulu créer des communautés d'hommes libres) une philosophie de l'esthétique dans le monde caribéen.

Renaissance vigoureuse aussi du patrimoine populaire antillais dont le Service municipal d'action culturelle, animé par Jean-Paul Césaire, constitue la cheville ouvrière. Reprise de la parole à travers le Théâtre de la soif nouvelle. Retour et actualisation de la musique et du chant créoles qui se veulent plus revendicateurs.

### Déblocage

Cette entreprise de réappropriation de l'imaginaire antillais s'accompagne d'un déblocage sur le plan politique. L'Assemblée nationale française, forte de sa majorité socialiste et anticolonialiste, adoptait à la veille du nouvel an, un projet de loi sur le transfert des compétences vers ses départements d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion). En vertu de cette nouvelle loi, les conseils régionaux disposeront de plus de pouvoirs en matière de développement agricole et rural avec la possibilité de mener des actions en matière de développement industriel. De plus, tout un train de nouvelles dispositions fiscales aboutissent à un quintuplement des ressources financières des régions.

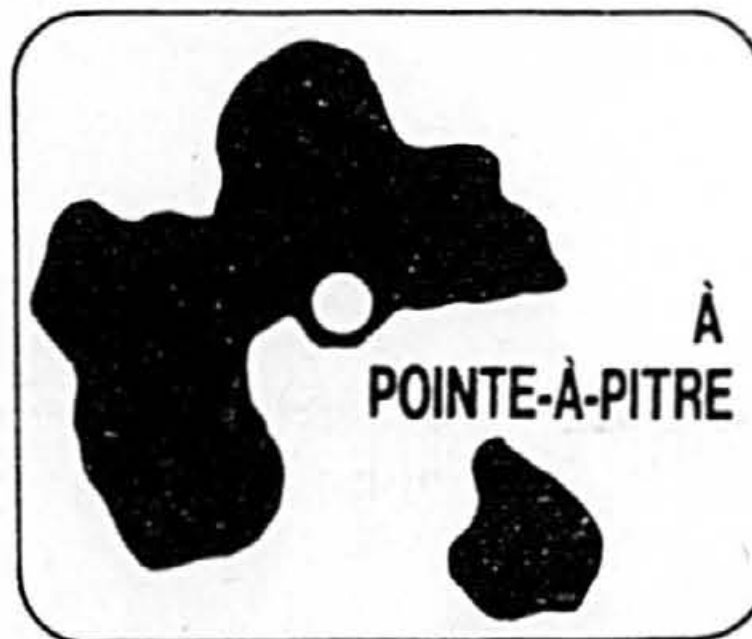
Mais l'effet sans doute le plus important de cette loi aura été de faire basculer le pouvoir régional des mains du Conseil général, majoritairement de droite et assimilationniste, vers le Conseil régional majoritairement de gauche et plus représentatif par les suffrages obtenus des véritables aspirations du peuple créole. Il appartient maintenant à une nouvelle classe politique de trouver une voie de développement originale et greffée sur la réalité non plus exclusivement européenne mais caribéenne. □

# LA GUADELOUPE

## Entre le confort de la dépendance et la dignité de l'indépendance



Michel Desgagné



L'histoire guadeloupéenne bout comme dans le ventre la Soufrière. Les multiples attentats à la bombe dont on entend peu parler ici ne sont que les scories d'un volcan politique.

Située sur l'arc de cercle caribéen des Petites Antilles, la Guadeloupe n'est pas la Guadeloupe. Tout comme le Québec est une province canadienne, la Guadeloupe comme son île soeur la Martinique, est un Département français d'outre-mer. Pour mieux comprendre ce que cela signifie politiquement, imaginez-vous le Québec à 7 000 kilomètres des côtes ontariennes et donc de la capitale nationale.

Entité française, l'île jouit en principe des mêmes droits et privilèges offerts et consentis par Paris à tous ses citoyens. La fonction publique, la sécurité sociale, les HLM, les gendarmes, les Crs et les timbres-poste achèvent le portrait de cette partie de la République française sous les cocotiers.

Mais l'âme créole n'est pas dupe de cette France noire. La douzaine d'attentats à la bombe qui ont suivi l'automne dernier l'invasion américaine de la Grenade est un signe qui ne trompe personne. Même si les indépendantistes guadeloupéens récusent les actes terroristes, ils les inscrivent dans la longue lutte créole pour la libération des Antilles. De la révolte des esclaves en passant par l'abolition, au siècle dernier, de l'esclavage, jusqu'à l'accession à l'indépendance nationale, c'est la même détermination à l'affranchissement.

### Les ascendants

Pour les Guadeloupéens descendants d'Akitayos, de Wolofs, de Bisakos, de Peulhs, de Motoums, de Soussous, d'Ibos, de Mandingues, de Luangos, de Begues, de Cabindas et d'Angolas venus enchaînés sur des négriers pour enrichir les planteurs européens de la canne à sucre, la libération reste à venir.

L'autonomie politique et économique constitue pour toute une jeune génération d'intellectuels la seule voie qui permettra aux insulaires de guérir du mal-être antillais. Ce mal-être trouve son origine dans le confort d'une dépendance liée à la consommation de type occidental, encouragée par les généreux transferts financiers de la métropole. Le géographe français Yves Lacoste écrit à ce sujet dans l'*État du Monde 83* que «l'augmentation des salaires et des charges sociales, liée à la politique de départementalisation, a déterminé une hausse spectaculaire du niveau de vie». Si bien que «la majorité de la population semble encore craindre une rupture avec la métropole».

Les accents anti-colonialistes des socialistes français ne sont d'ailleurs pas étrangers à l'inquiétude qu'a suscitée au sein de l'élite guadeloupéenne, leur arrivée au pouvoir. Faut dire que cette rupture serait d'autant plus dramatique que le niveau de vie guadeloupéen est greffé sur une politique d'assistance à tout crin. L'importance de la main d'œuvre engagée dans la fonction publique en fournit un bon exemple: près de 50 p. cent par rapport à 22 p. cent

en France (15 p. cent au Québec).

Les distorsions économiques sont telles que malgré un appareil de production quasi-inexistant (un peu de bananes, de sucre et d'ananas), et un taux de chômage de 35 à 40 p. cent, le produit intérieur brut par habitant atteignait en 81 pas loin de 4 000 dollars alors qu'il était de 700 dollars dans l'île voisine de la Dominique, indépendante elle depuis 78.

### Fonctionnaires et paysans

Il y a un monde entre la masse des fonctionnaires qui avec leur 40 p. cent de prime de vie chère baigne littéralement dans la «gadget society» et les paysans coincés sur leurs petits lopins de terre et atteints de parasitose.

La France n'est pas seulement la grande pourvoyeuse des biens de consommation qui fait la fortune des békés (descendants blancs) qui possèdent les réseaux de distribution, elle est aussi la dispensatrice des informations. Le grand quotidien de l'île *France-Antilles* appartient au réseau Hersant, magnat français de la presse connu pour ses affinités avec la droite conservatrice. Dans l'édition du 13 décembre dernier, il n'y avait pas un mot sur les multiples arrestations de militants indépendantistes, pas un mot non plus sur la fête nationale de Sainte-Lucie pourtant voisine de la Guadeloupe.

Quant aux informations parlées «à la française», celles-ci sont relayées par satellites de Paris. Résultat? En prenant votre jus d'orange frais le matin, ce ne sont pas des sandinistes nicara-

guayens, des problèmes salvadoriens, des performances de l'économie insulaire, de la dernière frasque d'un artiste antillais ou de l'évolution de la situation grenadienne dont vous entendrez parler mais des difficultés de la Charente-Maritime ou d'un autre Département français.

Tout se passe comme si les Guadeloupéens étaient déconnectés de leur réalité géopolitique.

Pourtant la parole créole n'est plus confinée à l'intérieur de la case. Il suffit de marcher dans les rues de Pointe-à-Pitre, la principale agglomération de l'île, pour s'en rendre compte. Inscrits en rose, vert, jaune, rouge, noir, partout sur les murs des HLM, des graffiti: «On sel chimen l'indépendans», un seul chemin l'indépendance, «Miteran Kolonyalis» et bien d'autres dans le même genre. En outre on voit l'émergence de radios libres qui diffusent essentiellement en créole.

Les accents révolutionnaires sont-ils inspirés de Cuba, comme le prétend une certaine élite? Nul doute, répond l'économiste Eric Edinval, de l'Université des Antilles françaises, que l'expérience cubaine dans les secteurs agricoles, manufacturiers et même de l'hygiène publique peuvent servir de modèles, mais là s'arrête la pénétration cubaine en Guadeloupe. table autonomie.

### «Pas voté nou pas fwanse»

Cette résistance puise au creux de l'imaginaire antillais. En période électorale, elle prend même des airs de grosse houle. Alors,

ces indépendantistes seraient-ils plus forts que ne le laisse croire le score habituellement marginal qu'ils obtiennent (à peine 5 p. cent des suffrages exprimés)?

Pour le juriste Julien Marion, le fait que les deux tiers de l'électorat guadeloupéen boude le processus électoral constitue une sérieuse indication de la résistance qu'oppose massivement le peuple créole aux départementalistes, perçus tant à droite qu'à gauche comme des assimilationnistes.

Ces dernières années, les indépendantistes se sont donnés des assises en créant un réseau de syndicats autonomes. Pour le secrétaire de l'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe, Rosen Mounien, le défi sera de définir un projet de société qui sans ménager les déséquilibres, évite de braquer la classe moyenne contre l'indépendance. Pour lui, le peuple reste profondément lié à la terre et à la mer, si bien que cette classe formée de fonctionnaires subalternes peut nouer de fortes solidarités dans la mesure où ces jeunes urbains ont tous de la famille à la campagne.

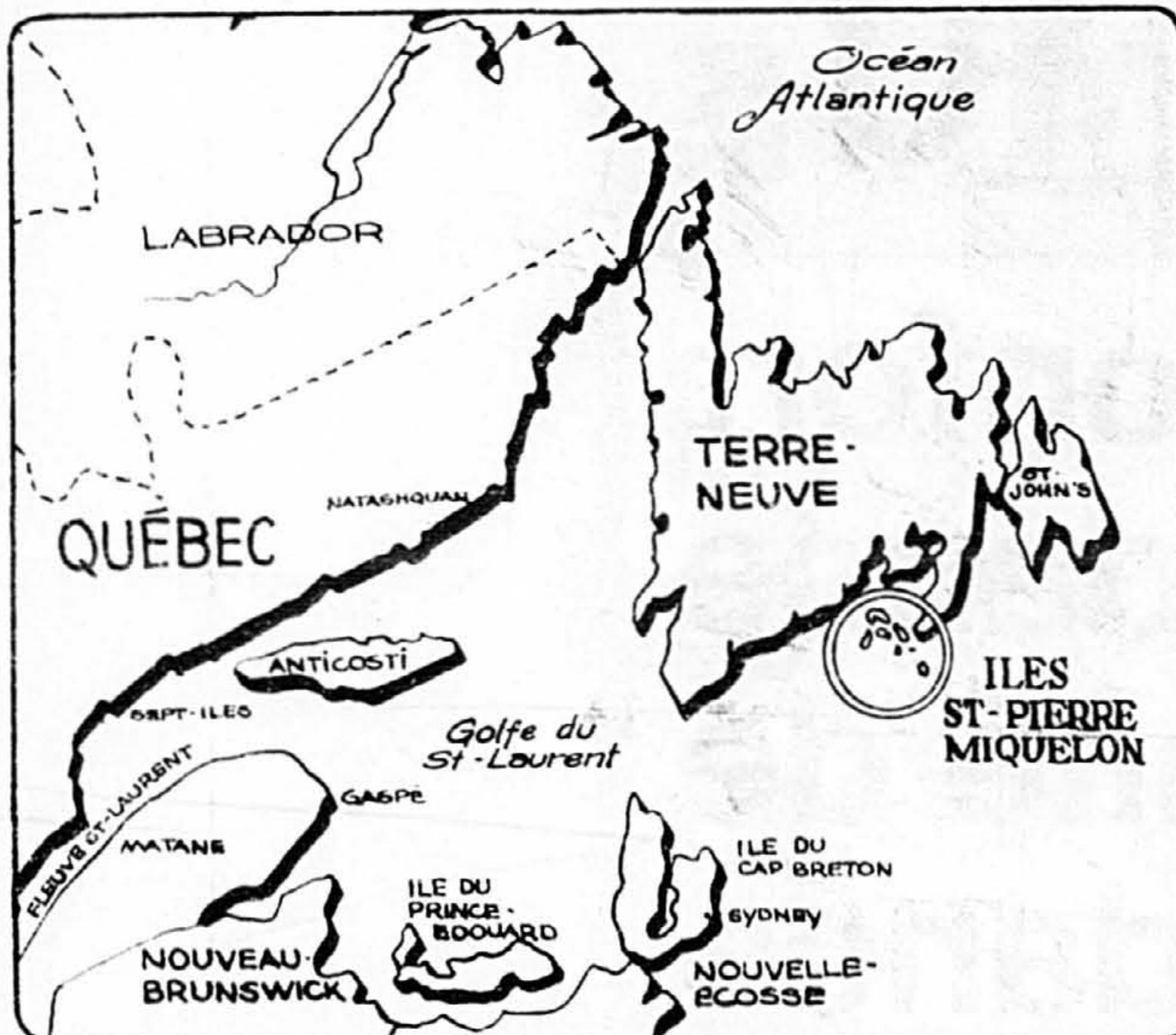
Encore que la grande majorité des jeunes, malgré leur scolarisation, n'ont d'autre avenir que comme «beach boy» ou «barmaid» dans les centres touristiques bien camouflés sous l'épais feuillage tropical.

Après trois ans de pouvoir socialiste en métropole, la réalité guadeloupéenne reste largement tributaire d'une politique d'assistance et l'économie insulaire, l'exutoire de l'économie française. Toutefois, la volonté décentralisatrice de la gauche française peut à terme fournir aux guadeloupéens le moyen de se donner des institutions qui pavent la voie d'une véritable autonomie. □

LA FRANCE D'AMÉRIQUE

# SAINT-PIERRE ET MIQUELON

## Comment sortir de l'assistance?



Une touche française à quelques encablures de Terre-Neuve

### Un statut particulier

En attendant, le prochain rendez-vous important pour les Saint-Pierrais est fixé à ce printemps. Le gouvernement français proposera au Parlement «un nouveau statut conforme aux vœux de la population et permettant de prendre en compte la spécificité de la situation particulière de l'archipel». Ce projet consacre l'échec de la départementalisation de 1976 qui n'a jamais pu être complétée: malgré certaines ressemblances, Saint-Pierre et Miquelon ne se trouve pas au large de la Bretagne.

D'ailleurs, le fait d'avoir tenté de calquer sans discernement les structures départementales françaises à un territoire situé sur un autre continent est un travers typique du cartésianisme politique

français. Il a aussi contribué à attiser la méfiance d'Ottawa qui n'a aucune envie que la Communauté économique européenne (CEE) se serve de Saint-Pierre et Miquelon comme cheval de Troie pour ses exportations en Amérique du Nord.

Dans quelle mesure l'archipel pourrait-il, sans se mettre à dos son voisin, être un pont économique entre les deux continents, la question demeure posée. La Chambre de commerce de Saint-Pierre essaie désespérément d'attirer les industriels: «Pour un Nord-Américain, affirme-t-elle dans un document de promotion, le statut particulier de Saint-Pierre et Miquelon (associé à la CEE) peut lui permettre de vendre son produit en exonération douanière dans les neuf pays du Marché

commun. Pour un Européen, fabriquer ses produits à Saint-Pierre et Miquelon peut lui permettre de diminuer les coûts de transport tout en conservant l'image de marque *made in France*».

En attendant, la seule usine qui ne soit pas un mirage, même en plein brouillard, s'appelle Interpêche et emploie 240 personnes occupées à conditionner le poisson rapporté par les quatre chalutiers de l'archipel. Pour certains Saint-Pierrais, la pêche, malgré son déclin, est le seul espoir réaliste de sortir de la dépendance. La pêche et les activités qui en découlent: déjà, les Miquelonnais se sont lancés dans l'aquaculture en élevant saumons et truites. Le chemin risque pourtant d'être encore long car les solutions ne sont pas simples quand on vit au bout du monde.



Le traditionnel policier français à képi... dans la neige

«**A**marrées à la France et ancrées au large du Canada, nos îles dépendent beaucoup du monde extérieur»: au détour d'un paragraphe, *Echo-Hebdo*, l'unique journal de Saint-Pierre et Miquelon, se transforme en miroir. L'allégorie est évidente, les Saint-Pierrais et les Miquelonnais étaient jusqu'il y a peu un peuple de marins. Mais aujourd'hui, ce navire ressemble à un vieux chalutier perdu dans les brumes de Terre-Neuve, un bateau de pêche breidouille quand il n'est pas en panne.

«Nous vivons en famille, sur un espace restreint (bien loin de la France), ajoute *Echo-Hebdo*, protégeant jalousement nos traditions face à notre puissant voisin...» En quelques lignes tout est dit: 4 500 km séparent Saint-Pierre et Miquelon de la mère patrie, alors qu'il n'y en a pas plus de 20 entre l'archipel et le «puissant voisin» canadien: la nuit, quand le temps est clair, depuis Saint-Pierre, on voit scintiller les lumières des villages terre-neuviens de la péninsule de Burin.

La «famille» en question continue de s'agrandir. Elle comprend 5 415 personnes concentrées à Saint-Pierre (25 km<sup>2</sup>) et 626 à Miquelon et Langlade (205 km<sup>2</sup>), les deux grandes îles voisines reliées par un isthme d'une douzaine de km de longueur, une langue de sable qui s'est fixée, dit-on, aux très nombreuses épaves de bateaux venus se perdre là.

### Brouillard

L'ami des naufrages, le brouillard s'accroche obstinément plusieurs mois par an au rocher de Saint-Pierre, empêche souvent les avions d'atterrir et ne respecte même pas la fête nationale, puisque le 14 juillet dernier, les Saint-Pierrais ont été privés de feu d'artifice; quant au bal populaire sur la place du général de Gaulle, s'il a bien eu lieu, c'est que la brume favorise sans doute les rapprochements. Saint-Pierre et Miquelon à la malchance de se trouver au

confluent des courants froids du Labrador et chaud du Gulf-Stream: la rencontre provoque de «la buée»...

Les Saint-Pierrais ne semblent pourtant pas être particulièrement sujets aux dépressions. Ces descendants de Basques, de Bretons, de Normands et d'Acadiens sont de nature joviale et accueillante. «Les habitants, fort hospitaliers, s'empressèrent de nous offrir leur table et leur maison», écrit Chateaubriand, le premier «touriste» de passage à Saint-Pierre, dans son *Voyage en Amérique*.

Du côté des qualités secondaires, ils sont aussi bavards que leurs compatriotes d'outre-Atlantique. En outre, ils n'hésitent pas à vous donner leur opinion sur tout le monde, ce qui n'est pas difficile, puisqu'au moins au sein de chaque génération, tout le monde se connaît.

Du côté des «étrangers», il y a les quelque 500 fonctionnaires métropolitains (c'est-à-dire français) qui occupent presque tous les postes clés; ils sont à Saint-Pierre pour deux ou trois ans et bénéficient pour cela d'une majoration de 70 p. cent de leur salaire. Si, parmi les expressions locales, vous entendez parler des «Mayous», c'est des Français qu'il s'agit; si l'humeur du moment est à l'orage, on vous parlera des «maudits Mayous», expression dont la traduction est évidemment superflue...

Les touristes échappent fort heureusement à un tel traitement. Sur la quinzaine de milliers de visiteurs qui ont séjourné dans l'archipel en 1982, la plupart venaient de Terre-Neuve; 3 500, en croisière, ne se sont pas attardés plus d'une demi-journée et enfin une bonne centaine de Canadiens anglais sont demeurés plusieurs semaines pour suivre des cours de français.

Sur le plan touristique, il est plus facile de «vendre» l'archipel que de s'y rendre. Prendre le bimoteur à hélices d'Air Saint-Pierre à Halifax n'est pas sans rappeler les premiers temps de l'aviation, surtout quand, comme cela a été

notre cas, le «coton hydrophile» — le brouillard — est au rendez-vous. Notre avion a tenté vainement l'atterrissage à deux reprises, est revenu le lendemain, a enfin réussi à trouver la piste par on ne sait quel miracle, après avoir survolé les flots de suffisamment près pour en avoir l'écume sur les récifs.

### Le mur de la brume

Une fois le mur de la brume franchi, la publicité répond aux promesses: petites voitures françaises inconnues ailleurs en Amérique du Nord, baguettes et croissants frais, cuisine française, francs lourds et billets polychromes, gendarmes à képi, même les poteaux électriques (en ciment) viennent d'outre-Atlantique.

Sur les ondes, le style des animateurs n'est décidément pas celui des Québécois. Mais pour se sentir vraiment dépayés, il faut regarder le *journal télévisé* à 20 h et voir la dernière étape du Tour de France (cycliste), les incendies de forêts en Corse ou tel très grave accident de la route en Vendée... Le téléjournal est réalisé à Saint-Pierre mais les images arrivent quotidiennement par satellite. On accorde très peu de place à l'actualité canadienne, ce qui accentue évidemment la sensation d'être ailleurs.

D'autant que l'actualité locale est très limitée. Les événements les plus populaires demeurent les rencontres sportives avec Terre-Neuve (soccer, hockey) et les incendies. Ceux-ci sont toujours une bonne occasion pour la population de se précipiter aux nouvelles et de se retrouver dehors, réunie, si l'on ose dire, au coin du feu.

Pourtant, Saint-Pierre, malgré la télévision, les drapeaux et l'accent pointu de ses habitants, n'est pas tout à fait la France. «Aujourd'hui encore, écrit l'éditorialiste d'*Echo-Hebdo*, il est bien difficile de faire comprendre à l'administration parisienne que l'archipel est «unique», qu'il ne s'apparente ni à la métropole (la France), ni aux îles australes.»



Bernard Giansetto

### Comme à Terre-Neuve

La plupart des Français ont en effet tendance à imaginer Saint-Pierre et Miquelon du côté de Tahiti ou, au mieux, au voisinage des Antilles. Et pourtant, tout comme à Terre-Neuve, les maisons sont en bois, peintes de couleurs vives. L'archipel souffre aussi des mêmes maux que sa voisine. La richesse des bancs de Terre-Neuve n'est plus qu'un souvenir: la surexploitation les a dépeuplés et la morue n'occupe plus qu'un rang secondaire dans l'économie du département. Le Canada a fixé des quotas de prise et en attendant que la pêche redevienne miraculeuse, les Saint-Pierrais font carrière dans l'administration. Plus de la moitié de la population active y gagne sa vie.

Il s'agit en fait d'un chômage camouflé, celui-ci étant numériquement très peu élevé. Une étude officielle le confirme: «Les effectifs pléthoriques justifient et entretiennent la réputation de sinécure qu'a acquise la fonction publique.» Pour couronner le tout, Saint-Pierre et Miquelon a, depuis 1976, le statut de département français, une entité qui regroupe normalement au moins plusieurs centaines de milliers d'habitants, quand ce n'est pas plusieurs millions. Les Saint-Pierrais ont donc les mêmes services qu'une ville 100 fois plus peuplée.

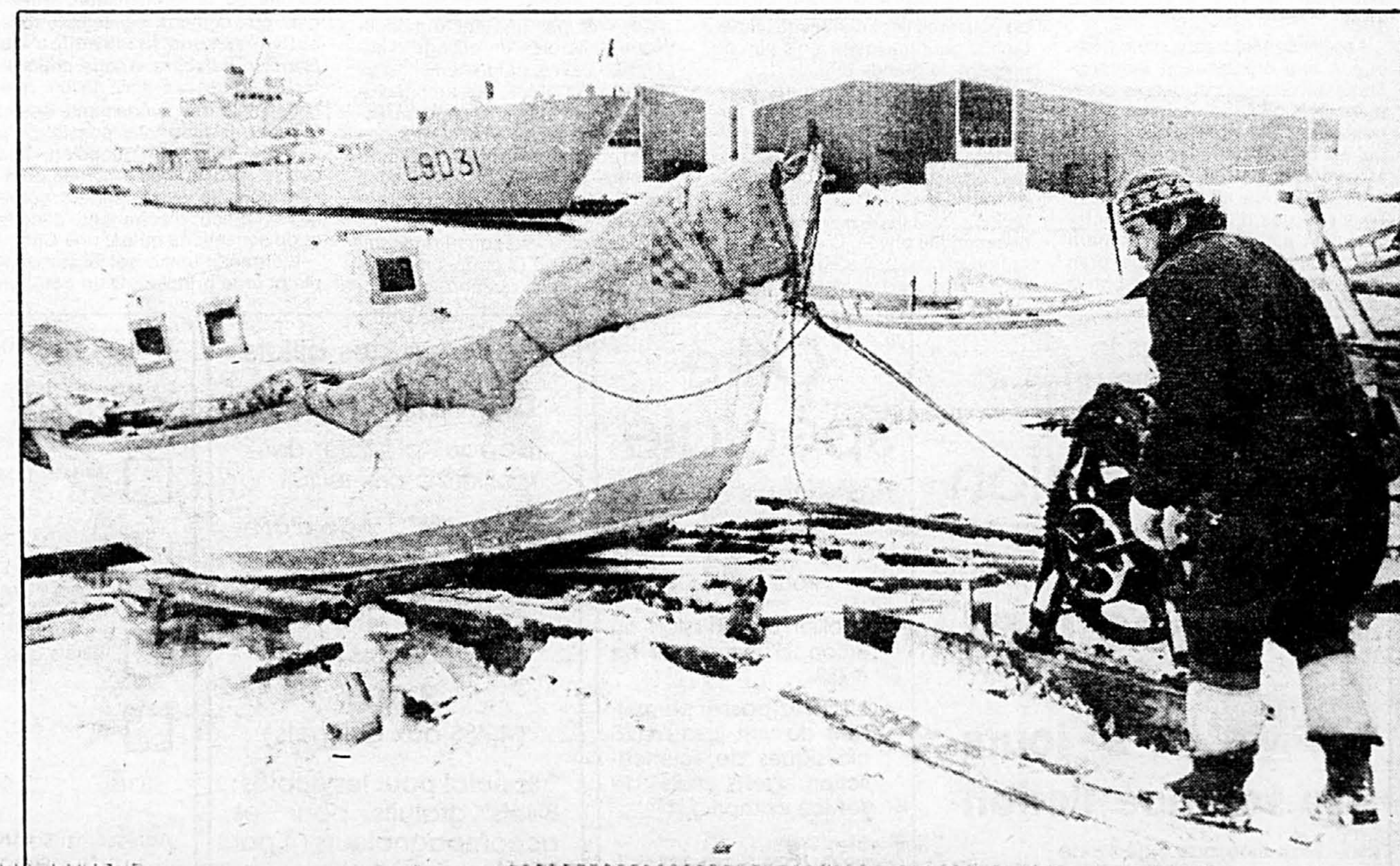
Les Saint-Pierrais ne se plaignent pas de leur confortable dépendance. Beaucoup de jeunes n'ont aucun goût pour les joies et les risques de la vie en mer. L'agriculture — presque inexistante — n'est pas non plus une vie de tout repos: le roc nu de Saint-Pierre et les tourbières moussues et gorgées d'eau de Miquelon ne facilitent pas la tâche. C'est pourtant cette âpre réalité qui donne à Saint-Pierre, et surtout à Miquelon et Langlade, la beauté rude et sauvage des grandes landes battues par les vents.

Pour l'avenir, le pétrole, tout comme à Terre-Neuve, pourrait



ST-PIERRE ET MIQUELON

éventuellement offrir de nouvelles alternatives. À condition que la France et le Canada se mettent d'accord. Depuis que le Canada a étendu sa zone économique à 200 milles, Saint-Pierre et Miquelon se trouve enclavé dans nos eaux. La France, elle aussi, aimerait bien hériter d'une ceinture de 200 milles autour de son archipel, revendication qu'Ottawa estime démesurée. Les négociations risquent d'être ardues et c'est semble-t-il pour cette raison qu'elles n'ont pas encore été sérieusement engagées.



Un navire de guerre français à Saint-Pierre

Il faudrait, disait l'humoriste français Alphonse Allais, bâtir les villes à la campagne... Mais le temps n'est plus où l'on regrettait la vie aux champs et où la «ville tentaculaire» était considérée comme un lieu de perdition voué au diable. L'urbanisation est désormais un fait accompli, inévitable et, plutôt que de pleurer sur la campagne à tout jamais perdue, on se préoccupe plutôt de donner, ou de redonner à la ville, maintenant «grand ensemble» qui réunit quelques millions d'individus, son allure propre, humaine, dans un environnement adapté aux individus et à leurs besoins.

La réflexion ne manque pas sur ce sujet et les expériences non plus. Urbanistes, architectes, sociologues se sont penchés sur les problèmes propres au domaine urbain, aidés souvent par des artistes. Depuis quelques années, les municipalités ont à coeur de redorer les blasons de leurs rues et de leurs parcs. Les citoyens eux-mêmes ont été mobilisés et de nombreux «comités de quartier» ont vu le jour car une ville, ce n'est pas seulement des commerces et des industries, un centre-ville, et des monuments mais bien, dans toutes leurs diversités, des secteurs particuliers, plus ou moins riches, plus ou moins privilégiés, où la vie, les odeurs, les rues ont une personnalité.

### À Montréal

C'est dans ce sens que quelques Français se sont réunis en Académie, pour promouvoir la ville et la fête dans la ville. Ainsi est née *La Biennale internationale des arts de la rue* dont la première a eu lieu à Paris et la dernière en date à Lyon. Mais c'est la première fois que cette Biennale devient vraiment internationale puisque c'est la première fois qu'elle sort de France pour venir s'installer à Montréal, de juin à septembre 1985.

La ville de Montréal a donc délégué à une organisation indépendante son mandat et depuis quelques mois déjà, on oeuvre discrètement à cette réalisation difficile qui est de transformer pour un été Montréal en lieu de fête, une fête pour et par les Montréalais car il ne s'agit pas d'un vague spectacle, d'un autre «festival» préparé par des spécialistes mais bien d'un concours étroit de personnes

# DANS UN AN La face cachée de Montréal sera présentée au monde

de tout acabit qui, toutes, selon leurs goûts et leurs moyens, se transformeront pour un temps en promoteurs joyeux de leur ville, sous la bague organisatrice d'un commissaire général, Gérard Frigon, aidé par une petite mais efficace équipe, tous fonctionnaires du gouvernement québécois et détachés pour quelques mois afin de préparer la grande fête.

Le projet est d'envergure, puisqu'il doit couvrir l'ensemble du territoire d'une ville, quoique les finances soient relativement modestes, environ 5 millions de dollars, auxquels peuvent se rajouter (du moins, on l'espère vivement) la commandite privée. C'est bien peu si l'on songe qu'il s'agit ni plus ni moins que de transformer durant

trois mois une île en terrain de fête et de jeux, non seulement, quelques endroits privilégiés comme le centre-ville mais aussi, et peut-être surtout, les quartiers périphériques car il est clair, dans la tête des organisateurs, que Montréal a plusieurs visages.

Ce n'est pas une entité monolithique mais bien un collage d'impressions avec, naturellement, ses ethnies différentes, ses architectures diverses et ses rues au caractère particulier. Il y a certes des différences notables entre le «ghetto» de McGill et ses façades victorienne et la Petite Bourgoigne mais l'important, l'essentiel est que l'on y vive, que l'on y soit parfois heureux et parfois malheureux. C'est cela, au fond, qui don-



Jean Basile

ne l'atmosphère. C'est cela, au fond, qui donne la «rue».

### L'organisation

Mais comment fonctionnera l'entreprise car il faut, bien entendu, une organisation? Il y a donc un Comité de programmation artistique qui coiffa l'ensemble des activités, sous la direction de Germain Lefebvre. Tâche difficile, tâche ardue car il va falloir que l'ensemble des événements soient le reflet, le plus total possible, de la ville, dans son quotidien, afin que les citoyens eux-mêmes prennent conscience de cet extraordinaire réseau d'échanges d'idées et de sensations qu'est une Cité.

L'organigramme est assez simple pour le principe. D'un côté, on

invitera quelques organisations, plus ou moins prestigieuses, quelques artistes connus pour leur intérêt dans l'art de la rue, à proposer des projets.

C'est ainsi que l'OSM participera aux manifestations bien que l'on ne sache pas encore sous quelle forme. C'est ainsi que la déjà célèbre «Exposition Picasso» qui se tiendra au Musée des beaux arts est partie intégrante de la Biennale. Mais à cela, il faudra rajouter d'autres manifestations d'autres organismes. Les discussions sont en ce moment même en cours.

De l'autre côté, on fera appel aux Comités de quartier, quand ils existent, pour qu'ils avancent leurs idées, ce qui leur paraît convenir pour le secteur qu'ils desservent. Là encore, l'imagination est au pouvoir et l'on est ouvert à tout.

Enfin, les organisateurs de la Biennale feront appel, font déjà appel à l'initiative privée, individuelle ou de groupe. Elle est prête à recevoir tous les projets à condition qu'ils traitent de l'art dans la rue, de l'art dans la ville. Un comité de sélection est déjà formé qui en retiendra les meilleurs. Selon les cas, selon l'importance du projet, une bourse plus ou moins modeste est attribuée au groupe ou à l'individu reçu qui se voit ainsi dans la possibilité matérielle de réaliser son projet.

### Tout est possible

Vers quel centre tous ces projets doivent-ils converger? Selon les organisateurs, tout est ouvert, tout est possible. C'est à chacun de réfléchir sur la façon dont il voit les rues de sa ville. Grosso modo, on compte illustrer les disciplines suivantes: l'architecture, que ce soit la rénovation d'une façade, un spectacle son et lumière ou une exposition thématique; les arts d'interprétation (danse, musique, théâtre, mime, cinéma, etc.); à propos du cinéma, la participation du *Festival international de cinéma de Montréal* avec Serge Lozic est déjà acquise sous une forme à déterminer; les arts visuels, avec la participation des musées de la ville mais aussi des expositions en plein air ou itinérantes, sans oublier les projets individuels.

À cela, il faut rajouter des thèmes comme «la ville souterraine», la «la vitrine», «les terrasses», «la gastronomie», «les odeurs», etc. En fait, pour des artistes doués d'imagination, ce ne sont pas les idées qui manquent. □



Dans le cadre du  
**3<sup>e</sup> Salon**  
des sciences et  
de la technologie  
**Festival**  
**7 jours**  
de science-fiction

aux deux cinémas Odéon de  
Place Bonaventure du 25 au 31 mai 1984

**Offre  
spéciale**  
aux visiteurs du Salon

Pour **5\$**

- 1 billet d'admission au Salon, d'une valeur de 4,75\$.
- 1 laissez-passer permettant de voir jusqu'à 25 classiques de science-fiction (tous frais de service compris).

Quelques titres:  
Métropolis; Phase IV; New York 1997;  
Soleil vert; L'étranger; 8e passager; etc.

Pré-vente des billets

**DERNIÈRE CHANCE**

de vous procurer des  
billets à prix réduit

**Étudiants\* / Âge d'or:**

**2,00\$**

(3,00\$ aux guichets)

**Adultes:**

**3,00\$**

(4,75\$ aux guichets)

\* Spécial pour les écoles:  
Billets gratuits pour les  
accompagnateurs (1 par  
25 étudiants).

Bon de commande

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Téléphone ( ) \_\_\_\_\_

Ci-joint:

- Chèque  Mandat-poste  
 Visa  Master card  
 American Express

Montant \_\_\_\_\_\$

No carte \_\_\_\_\_

Date d'émission \_\_\_\_\_

Date d'expiration \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

**Festival:**

laissez-passer  
à 5\$

TOTAL: \_\_\_\_\_\$

**Pré-vente:**

billets à 2\$

billets à 3\$

TOTAL: \_\_\_\_\_\$

Adresser à: Salon des Sciences et de la Technologie  
951 est, boulevard St-Joseph  
Montréal (Québec) H2J 1K9

# DEMAIN L'AN 2000

Yves Leclerc



## Avoir la mémoire longue... ou sélective?

**D**ans la plupart des cas, lorsqu'on coupe le courant à un micro-ordinateur, tout ce qu'il y a dans sa mémoire, qu'il s'agisse de programmes ou de données, s'efface. Donc, si l'on y a inscrit un logiciel ou des informations qu'on veut conserver pour plus tard, il faut les transférer sur un support un peu plus durable. Plus encore que celle de l'homme, la mémoire de l'ordinateur est une faculté qui oublie.

C'est la raison d'être de ces périphériques qui sont parmi les premiers à s'ajouter aux ordinateurs et que les spécialistes, dans leur jargon, appellent «mémoires de masse». Dans le plus simple des cas, avec les petits ordinateurs domestiques, ils se présentent sous la forme d'un cassetophone ordinaire ou d'un type particulier, capables d'enregistrer et de faire jouer des cassettes comme celles sur lesquelles on enregistre de la musique ou des voix.

Sur des machines un peu plus complexes, on trouve des «lecteurs de disquettes» de diverses tailles, à la fois plus rapides et plus pratiques (nous verrons pourquoi dans un instant) et sur les ordinateurs commerciaux et les grosses machines, on trouve aussi des «dérouleurs de bandes» et des «disques durs». Enfin, les derniers-nés de cette famille qui commencent à être nombreuses sont une nouvelle génération de vidéodisques numériques dont les capacités de stockage sont gigantesques.

Mais pourquoi toute cette variété de périphériques de toutes les tailles, de tous les prix, de toutes les puissances et de niveaux de complexité fort variés, si tous doivent servir à la même chose? Est-ce simplement une question de grosseur et de capacité, et qu'à un plus gros ordinateur doit correspondre une mémoire de masse plus importante?

### Entre un roman et un bottin

Cette réponse n'est pas entièrement fautive, mais elle néglige un aspect important du problème. C'est qu'il existe deux manières bien différentes de consulter de l'information, et qu'un appareil qui permet d'utiliser la première est souvent mal adapté à la seconde.

Pour saisir cette différence, pensez à un roman policier et à un bottin de téléphone. Les lisez-vous de la même manière? Évidemment pas (sauf pour le type qui trouvait que «ce livre-là, il a beaucoup de personnages, mais pas beaucoup d'action»). On lit un roman «séquentiellement», page après page, paragraphe après paragraphe. On consulte un annuaire ou un bottin «sélectivement», c'est-à-dire qu'on y cherche uniquement telle information spécifique, en négligeant le reste.

Un autre exemple de cette différence est celui qui existe entre une cassette et un disque. Tous deux peuvent porter la même musique. Mais sur la cassette, pour atteindre la cinquième pièce, vous devez sinon écouter, du moins faire défiler le ruban des quatre premières. Tandis que sur le disque, vous n'avez qu'à déplacer le bras de lecture directement au-dessus de la plage voulue.

Il y a donc une famille de mémoires de masse à «accès séquentiel» destinée aux données qu'on n'aura jamais qu'à lire à la suite les unes des autres, et une famille à «accès sélectif» (ou accès direct, ou accès aléatoire, selon le jargon utilisé) qui permet d'aller chercher directement à leur place les données voulues. Dans le premier cas, on parlera de «dérouleurs de bandes» (ce sont ces grosses armoires à rubans magnétiques et à clignotants, si spectaculaires dans les films ou les photos de grands ordinateurs traditionnels), de cassettes; dans le second, de disques.

Bien sûr, comme en audio, on

peut se servir d'un disque pour faire de l'accès séquentiel. Mais en général, le disque coûte plus cher et est plus complexe que le lecteur de rubans, ce qui fait que les deux systèmes continuent d'exister côte-à-côte.

### Question de permanence

Une autre caractéristique importante de l'information, c'est sa permanence. Dans certains cas, on ne conserve des données que pour peu de temps, et on veut pouvoir les effacer ensuite. Dans d'autres cas, on veut les conserver en permanence. C'est la différence, par exemple, entre un tableau noir de classe et un panneau de signalisation routière, ou (encore une fois) entre une cassette, dont le contenu peut être effacé et réenregistré plusieurs fois, et un disque haute-fidélité qui, une fois gravé, ne peut plus changer. En vidéo, on trouve la même distinction entre une magnétocassette et une cartouche de film super-8. La première peut être réutilisée plusieurs fois, la seconde une seule fois.

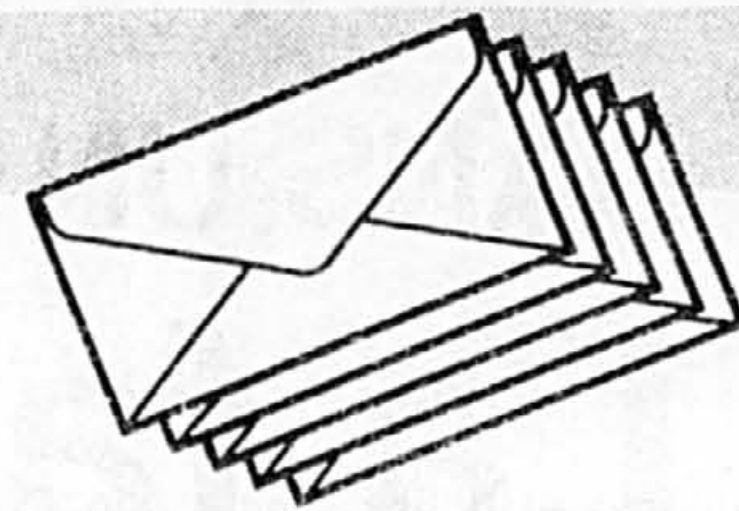
Il y a aussi une autre sorte de permanence à l'information: dans certains cas, on veut l'avoir toujours à portée de la main, dans d'autres cas, il suffit de pouvoir le retrouver au besoin dans une bibliothèque ou sur une étagère.

La même différence existe dans les mémoires de masse pour ordinateurs. Lorsqu'il suffit d'avoir les données (ou les programmes) stockés quelque part, on peut utiliser des cassettes ou des disquettes. Mais lorsqu'il s'agit de données dont on a constamment (et rapidement) besoin, on se sert de ce qu'on appelle un «disque Winchester» ou disque dur, dont la capacité et la vitesse d'accès sont beaucoup plus grandes et dont le contenu est toujours accessible à l'ordinateur. Inutile de préciser qu'un Winchester coûte aussi beaucoup plus cher qu'un lecteur de disques normal.

Jusqu'à récemment, on avait tendance à se servir des mêmes appareils pour les données appelées à changer et pour celles qu'on voulait conserver de manière permanente. Simplement, on avait des façons d'empêcher l'effacement et le réenregistrement, par exemple par une languette qu'on casse sur une cassette, ou une fente qu'on perce sur une disquette.

L'arrivée des vidéodisques numériques risque de modifier complètement la situation (un peu comme la cassette de magnétophone l'a fait par rapport au disque). En effet, le vidéodisque possède deux caractéristiques qui le rendent bien différent des autres systèmes de mémoire de masse pour ordinateur: d'une part, il peut emmagasiner à un coût minime des quantités énormes d'information (de 100 à 5000 fois plus qu'une disquette magnétique sur une surface comparable). D'autre part, comme un disque audio, il ne peut être «gravé» qu'une fois, et donc l'information qu'il porte a un caractère permanent.

Déjà deux groupes (STP aux États-Unis, Philips en Europe) ont annoncé des vidéodisques spécialement conçus pour ordinateurs. Les prix seront élevés au début, mais on peut prévoir que d'ici deux ou trois ans, des systèmes de ce type apparaîtront qui seront à la portée des utilisateurs de micro-ordinateurs.



## LE COURRIER

Bonjour Yves,

Peut-être pourrais-tu répondre à ma question. Mon garçon âgé de 12 ans a un Coleco et il commence à trouver dispendieux l'achat de cassettes.

Aussi se demande-t-il s'il existe des clubs où les membres s'échangent des cassettes de jeux vidéo. S'il en existe, pourrais-tu me donner les adresses pour que mon fils puisse communiquer avec ces gens.

Merci.

Robert Doyon  
Ste-Agathe-des-Monts

REPONSE: Je ne connais pas de tels clubs d'échange à Montréal, même si je sais qu'il en existe ailleurs. Si j'en connaissais, je vous les indiquerais volontiers, même si en général les fabricants de logiciel frémissent d'indignation devant de telles initiatives.

Pourtant, les gens se sont toujours échangés ou prêtés des livres, des disques, des cassettes de musique, et il existe des bibliothèques et des clubs de location de disques et de cassettes vidéo qui prêtent ou louent des oeuvres aux amateurs qui ne veulent pas les avoir de façon permanente.

A mon avis, les producteurs et les éditeurs de logiciel sont devenus un peu paranoïaques devant le problème du piratage; dans le cas des jeux vidéo en particulier, ou des jeux d'Aventure, on sait fort bien que l'amateur moyen s'en lasse au bout de quelques jours ou de quelques semaines (ou lorsqu'il a trouvé la solution ou le «truc»). Il ne faut donc pas s'attendre à ce qu'il accepte de gaieté de coeur d'investir de vingt à cinquante dollars dans un produit qui lui servira probablement moins longtemps et moins souvent qu'un disque de musique disco.

Dans le cas des cartouches pour Colecovision, Intellivision ou Atari, le problème du piratage ne se pose même pas, puisque la copie d'une mémoire morte est bien au-delà de la portée de l'amateur moyen.

### SOLDE COLUMBIA

\* Vous obtenez: le 16 bits du IBM PC, 128K, 2 disques souples (640K), clavier IBM standard, ports d'entrée imprimante, modem, et autres, écran antireflet, MS-DOS, CP/M86, Macro 86 Assembler, comptabilité, MS-BASIC, BASICA, communication, Fast Graph, tuteur et la compatibilité avec des centaines de programmes IBM PC.

LE PORTATIF: 3 699 \$  
SUR TABLE: 4 199 \$

\* Ordinateur, imprimante et tout ce qu'il vous faut pour faire du traitement de texte avec accentuation française complète à l'écran et sur papier, à partir de 1699 \$

\* Modem pour Apple avec RS232: 250 \$

\* Que vous pensiez logiciel ou matériel APPLE ou IBM nous pouvons discuter de prix.

**MÉMORISSIME INC.**  
Laval 622-1390

### Distributeur autorisé MEMO 64K

Sans égal! Système de traitement de texte sur micro-ordinateur MEMO 64K (Apple compatible), écran de 80 caractères par lignes, lecteur de disquettes, accentuation française complète à l'écran et sur papier avec:

- a) imprimante à matrice **\$1,695.00**
- b) imprimante de qualité «dactylo» **\$1,995.00**

**dactylo J.D. Guèvremont Inc.**

8907, boul. Pie-IX, Montréal, Qué.  
Tél. 324-3460

APPLE est une marque déposée de APPLE Computer Inc.

## NETTOYAGE DE TAPIS PAR LES PROFESSIONNELS

Vos tapis et moquettes méritent ce qu'il y a de mieux. Seuls les spécialistes chez Yervant vous assurent d'un nettoyage méticuleux et soigné.

■ NETTOYAGE DE TAPIS MUR-À-MUR  
À VOTRE RÉSIDENCE  
OU A VOS BUREAUX

Depuis 1935

**15%** de rabais si vous apportez et cueillez vous-même vos tapis

5255 De Sorel  
En face du Métro  
De La Savanne

735-2731  
**Yervant inc.**  
Tapis orientaux et moquettes de qualité

## POUR ÉCOUTER

Mario Masson



## JIM MORRISON

# Une vie en porte à faux

«There are things that are known and things that are unknown; in between are doors.» Il y a des choses que l'on connaît et des choses que l'on connaît pas; entre les deux il y a des portes. Jim Morrison était fasciné par cette phrase fameuse du poète anglais William Blake. Et c'est en pensant à lui qu'il devait baptiser, en 1965, son groupe: THE DOORS. Un nom banal et pourtant très ésotérique.

\*\*\*

The Doors. Depuis longtemps elles se sont refermées. Morrison les avait fait claquer lourdement sur son passé, un soir chaud de juillet, dans Paris-scène, en 1971. Par sa mort. Une mort rude alors que le coeur cogne lourdement sous la charge disciplinée des amphétamines, que le cerveau s'embrume et la main griffonne des mots, des signes plutôt, sur du papier hygiénique. L'avait-il appelée, cette mort, cette douce mort, lorsqu'il errait, complètement perdu au monde, dans les rues en damier de L.A. Cocktail monstrueux. Un doigt de barbituriques, deux ou trois pincées d'acide, un zeste de valium. Vous mélangez et vous faites passer la mixture en lampant une grande gorgée de bourbon.

A Paris encore, Morrison trinquait avec la mort après avoir raté un suicide grandiose avec une Scandinave de rencontre qui préféra, à l'échange rituel du sang, s'éclipser par la petite porte d'en arrière, celle qui ne débouche sur rien, justement.

Paris terminus. Morrison ne croyait plus en rien. Il en avait marre du showbiz et des tournées sans fin. Et surtout il ne pouvait plus supporter de n'être qu'un vulgaire chanteur de rock et non un poète reconnu, publié, et lu surtout. Ses recueils de poèmes ne se vendaient pas. Les jeunes n'avaient d'yeux que pour le Shaman bardé de cuir, gueulant sur scène une poésie malsaine, presque perverse qu'il accompagnait souvent de gestes scabreux. L'homme derrière le chanteur n'existait pas, seule l'image en trois dimensions avait un sens,

troublante et belle comme une photo érotique. Névrotique. Et Morrison n'en pouvait plus de n'être déjà qu'une relique...

Et pourtant quel spectacle il donnait lorsqu'il se donnait en spectacle. Alors que le flot de paroles roulait sur la foule comme une houle belliqueuse. Les titres s'enchaînaient. Light My Fire. Shaman Blues. Hello, I Love You. L.A. Woman. When the music's over. Les rythmes se faisaient lourds et lancinants, menés cavalièrement par la basse malade du Fender Rhodes (les Doors furent l'un des rares groupes à ne pas utiliser de basse électrique) et la batterie, alors que le lead lardait les temps faibles de notes cinglantes comme un vent d'hiver. Et Morrison parlait, et chantait ses presque mélopées sur fond de blues, comme autant d'incantations qui hypnotisaient la foule enchantée. Comme un charmeur son cobra. Un charmeur anarchiste, brouillon, et génial, avec une imagination torturée, qui nous abreuvait de ses miasmes, ses peurs, ses haines, et son grand espoir, cet impossible espoir, de mettre fin à cette terrible banalité que l'on appelle la réalité.

Et j'étais comme tous les autres, sous son emprise, au Shaman. Lui, le prêcheur américain, si loin par ses paroles des mièvreries des autres groupes Flower Power genre Jefferson Airplane et Grateful Dead, que j'aime bien au demeurant. Seul Lou Reed, à l'autre bout du pays, chantait avec le Velvet Underground (les papas punk), la déchéance, l'abjection, le ridicule d'une vie mise au service de la norme. Morrison, l'iconoclaste, me touchait là où ça fait mal. Dans mes buts, dans mes aspirations qu'il rendait risibles; il remettait tout en question, avec un souci sacrilège de précision. Il y a quinze ans, j'en avais dix-sept. Le goût de la liberté, le désir de tout foutre en l'air, de montrer aux autres et surtout à mes parents, comme tous ceux de mon âge le faisaient, que je pouvais me passer d'eux. Alors entendre Morrison réciter les paroles, épouvantables et belles à la fois, de cette pièce bouleversan-

te qu'est «The End», me mettait en transe.

The killer awoke before dawn  
He put his boots on,  
He took a face from the ancient gallery,  
And he walked on down the hall.

He went to the room where his  
sister lived.  
And then he paid a visit to his brother,  
And then he walked on down the hall.  
And he came to a door,  
And he looked inside,  
«Father?»  
«Yes, son?»  
«I want to kill you.»  
«Mother! I want to...»

Et Morrison éclatait dans un cri

démentiel. Comme si la liberté s'offrait enfin à lui, celle d'être seul et de ne pas avoir à justifier ses actes, devant quiconque.

\*\*\*

Le goût m'a pris de parler des Doors en écoutant l'adaptation faite par Annabel Lamb de l'une de leurs plus belles pièces «Riders in the Storm». Cette chanson n'a pas pris une ride. Ce n'est qu'ensuite que j'ai su que les Doors vendaient encore plusieurs centaines de milliers de disques par année. Et cela bien après que Morrison ne soit mort et que les Doors ne se soient dispersés. Il ne reste plus qu'à

\*\*\*

écouter la musique, toujours aussi prenante, de Morrison. On y retrouve ce même désespoir, toujours immortel, que les poètes français comme Baudelaire, Rimbaud et Verlaine traînaient partout avec eux et qu'affectionnait particulièrement Jim Morrison.

À écouter toujours et encore.

The Doors, sur étiquette EKS, 74007.

Strange Days, sur étiquette EKS, 74014.

The Soft Parade, sur étiquette EKS, 75005.

Absolutely Live, sur étiquette EKS, 9002.

L.A. Woman, sur étiquette EKS, 75011.

Le disque Alive She Cried, paru en 1983 sur étiquette Elektra se laisse écouter avec beaucoup de plaisir. Et pour ceux qui aimeraient faire connaissance avec la poésie de Morrison, le disque An American Prayer s'impose.

Quant à ceux qui désireraient entendre Annabel Lamb chanter Riders in the Storm, ils peuvent acheter l'album Once Bitten paru en 1983 sur étiquette A et M. □



## LES P'TITS DERNIERS

Gérard Lambert

**BANDOLERO**  
MAXI 45 T.  
Sire 9201900

Une petite exception, un 45 t. d'un nouveau groupe. C'est de la musique de danse qui vous tient sur la piste; ils sont trois plus un rapper américain. Un son très chaud funk et salsa se mélange. C'est fait pour enlever la rouille de l'hiver et aborder le printemps dans

des rythmes latins. Garçon! un tango, s.v.p.

**THE VIBRATORS**  
ALASKA 127  
Dallcorte Records DLP 0707

Du bon rock qui vibre et qui masse. Ils étaient punk, ils sont maintenant rock. Des musiciens anglais très brillants. Beaucoup de choses à dire, dans leurs textes la lu-

cidité de ce qui se passe dans le monde. Alors attention, ce groupe de quatre gars a de la maturité. Énergie et punch.

**THE ICICLE WORKS**  
Vertigo VOM 1-3337

D'autres British de Liverpool intelligents. C'est le genre de groupe qui vous captive immédiatement grâce à l'ambiance bien spéciale qu'il dégage. Des rythmes battus à blanc, on entend la jungle. Un nouveau trio fort, avec plein de textures et d'intuitions. Un son bien en-

veloppé. Et d'excellents dessinateurs d'harmonies.

**PLUME LATRAVERSE**  
MÉTAMORPHOSE II  
CBS PFC 80095

Ce n'est pas une métamorphose, au contraire on peut s'en servir comme sémaphore. C'est toujours du heavy Plume, du vrai de vrai. Une autre bonne tranche de vie, de sa vie. Si ça vous fait mal quelque part, mettez l'aiguille dans le disque, c'est comme l'acupuncture, ça retape les jointures cérébrales. Si vous aimez Charles Trenet,

vous aimerez Plume Latraverse.

**CHRIS REA**  
WATER SIGN  
Maguet Magl 5048

Toujours entouré de très bons musiciens. Depuis 1978 assez calme dans sa carrière, il revient drôlement en forme, du style bien léché, de la haute qualité. Avec sa famille d'origine italienne il a le sang chaud et y a de la vie dans ses chansons en plus d'une voix superbe qui vient nous velouter les oreilles. □



# Un soupirail ouvert du côté de la création

1990. Le complexe  
de Léonard.

préface de Jean Daniel  
éd. Nouvel Observateur  
et J.C.Lattès,  
Paris 1984, 374 p., 11,95\$

**D**u côté des erreurs et de l'horreur, le bilan historique du XX<sup>e</sup> siècle s'avère fort lourd: un fossé sans cesse élargi entre l'économie et la politique; entre la science et l'art; entre la technique et la culture; entre l'Ouest et l'Est; entre les pays nantis et les pays pauvres; l'avènement d'une bureaucratie et d'une technocratie aussi puissantes qu'imbéciles; la détérioration de la nature; le totalitarisme des impérialismes américain et soviétique; le dépérissement des cultures nationales et traditionnelles; l'atomisation des sociétés en individus anonymes et interchangeables; deux guerres mondiales, plusieurs guerres internationales et civiles, quelques génocides, la terreur nucléaire; l'effroyable misère des pays du tiers monde, c'est-à-dire de la quasi-totalité de la planète.

Le moins que l'on puisse dire alors, c'est que la crise qui bouleverse l'humanité, à la fin d'un tel siècle, ne saurait être réduite à ses paramètres économiques, même si elle trouve son origine dans la violence économique du capitalisme et dans l'évolution des formes d'accumulation et de répartition des richesses.

Néanmoins, les crises ont ceci de positif qu'elles sont la manifestation d'une césure d'avec l'ancien monde, qu'elles sont l'instant privilégié d'un renouvellement des faits et de la pensée, de l'apparition de nouvelles formes de société. Aujourd'hui, elles sont toutes liées aux transformations profondes qu'opère la révolution technologique dans tous les domaines de l'activité humaine. Il s'agit donc d'imaginer de toute urgence des projets et des stratégies destinés à orienter le développement des nouvelles possibilités dans le sens d'un mieux-être de l'humanité. Il s'agit d'opposer la création aux tentatives actuelles d'uniformisation des besoins et des moyens de les satisfaire, de manière à favoriser des structures souples et variées, aussi bien dans le domaine de la production et de la consommation que dans celui de la culture.



Conscient de cette nécessité, le gouvernement français a pris l'initiative de réunir dans les vénérables murs de la Sorbonne le plus grand nombre possible d'hommes et de femmes qui, dans le monde entier, s'exercent à penser l'avenir et à agir sur lui. La rencontre a eu lieu en février 1983. L'aréopage était impressionnant: des chefs d'État, des récipiendaires de prix Nobel, des présidents de l'Unesco, du Club de Rome et d'autres grandes institutions internationales, des artistes, des écrivains, des scientifiques, des administrateurs qui, chacun dans son domaine, sont des créateurs. Pendant deux jours, près de 300 personnalités françaises et plus de 150 invités étrangers venus des cinq continents (du Québec, le sociologue Fernand Dumont et l'écrivaine Anne Hébert) ont réfléchi ensemble sur la culture comme moyen de sortir de la crise. Sous le thème central de «création et développement», ils ont examiné les diverses voies possibles d'un rapprochement entre économie et culture.

Le complexe de Léonard est un recueil de 39 textes inédits qui sont autant de traces des discussions et des débats qui se sont déroulés pendant le colloque. Je ne puis dresser la liste de tous les auteurs, mais pour vous mettre l'eau

à la bouche, j'en citerai quelques-uns: Jacques Attali, Norman Birnbaum, Hélène Cixous, Jacques Derrida, Umberto Eco, Carlos Fuentes, John Kenneth Galbraith, Graham Greene, Félix Guattari, Henri Laborit, Jacques Le Goff, Maria Antonietta Macciocchi, François Mitterrand, Ilya Prigogine, Susan Sontag, Léopold Sedar Senghor, Elie Wiesel. Moins connus de nous, parce qu'originaires des pays du tiers monde, Adonis, Yachar Kemal et Joseph Ki-Zerbo signent également d'admirables textes.

Le complexe de Léonard intitule justement un livre qui démontre qu'aujourd'hui, comme au temps de Vinci, le renouveau de la civilisation repose sur une évolution culturelle pour le moins complexe qui exigera de ses créateurs qu'ils réconcilient l'art et la science, l'économie et la culture. Il se dégage, en effet, de tous les textes, particulièrement de ceux de John Kenneth Galbraith et de Joseph Ki-Zerbo, que toute action humaine est indissociablement économique et culturelle; que pour entrer humainement dans le XXI<sup>e</sup> siècle, l'humanité doit freiner au plus vite la terrible érosion culturelle de toutes les civilisations actuelles opérée par des programmes de développement conçus en fonction du seul profit de quelques grandes firmes transnationales. Tous les auteurs insistent sur le fait qu'économie et culture sont des réalités consubstantielles et qu'il ne peut y avoir de souveraineté culturelle sans souveraineté économique et vice versa. Ils montrent également que seule l'imagination créatrice peut désormais lutter efficacement contre la domination de plus en plus totale de la technique sur la pensée.

En refermant le livre, je me suis dit que Jack Lang, ministre français de la Culture et concepteur de ces «rencontres de la Sorbonne», était un formidable metteur en scène de la pensée et je me suis réjouie de sa venue prochaine au Québec pour participer à un autre colloque sur la culture organisé conjointement par les gouvernements québécois et français. □



## Les mots de la bière

**M**essieurs les publicistes, Hey, vous aut' les gars, vous l'avez pas l'affaire. Vous l'avez pas pas en toute. Parce que, m'a vous dire une affaire ben simple à comprendre sauf que c'est ben difficile à expliqué. OK, j'arrive. Misère de misère, m'a-tu finir par leur dire, c'que j'ai sur le coeur.

Bon, ben, c'est vraiment pas une grosse affaire que j'veux vous dire, les gars. Tout c'est que je veux dire, c'est quand que vot' bière est annoncée dans l'métro, faut que j'vous dise, là, que vous êtes dans les patates. Pis ça c'est vrai rare. Elle est pas pire, celle-là. Pis ça c'est rare vrai; en tout cas, c'est du pareil au même.

Hey! Ça ferait un bon commercial, c't'affaire-là: «Si tu prends une Bolson, t'es dans les patates. Si tu prends une O'Beefe, t'es dans l'trou. Prends-donc une Balatt, c'est pas si tant pire.» À part de t'ça c'est rien qu'une suggestion, les gars. Ça prend rien qu'un peu de musique, des belles images et j'vous garantie que ça pogne le monde.

Ah oui, j'avais oublié mon affaire du début. J'voulais simplement vous dire... OK que ça en prend tout un courage pour vous écrire, les gars. J'chu déjà rendu que j'ai calé ma deuxième, parce que voyé-vous, l'écriture, c'est pas mon fort. Bon, ben, lâché pas, mon affaire s'en vient. Messieurs les publicistes,

C'est pas correct d'écrire en grosses lettres «Donnes-y la cla-que.» J'vous l'dis que c'est pas correct même si j'ai rien qu'une quatrième année. M'a vous dire pourquoi, à part de t'ça. Tout seul, de même, ça se dit jamais. Ma main dans le feu que c'est vrai, OK, là. Il folait mett' «tabarnak» après. Nous aut'on dit: «Donnes-y la cla-que, tabarnak.» Ça sonne mieux, j'vous l'dis ben sincèrement. C'est de même que tous les gars y dise dans mon boutte. Vous avé pas d'affaire à coupé des bouttes et à faire de la censure sur no' parlé. Si y a pas «tabarnak» après, ça fait ch'nu; ça fait broche à foin. Ou béton, vous oubliez une patente. C'est la même affaire qu'y a quelques années, quand les gars y ont lancé «La Bleu» écrite de même. Depuis c'temps-là, y s'ont rachetés pis y ont rajouté un e à la fin qui avaient oublié. Même que j'avais appris ça en quatrième année, que ça prenait un e. Eux-aut', y s'ont ben aparçu que quand on écrit, faut écrire comme du monde. C'est juste ça que j'avais à vous dire, les gars.

Pis ça m'fait pensé à une aut' af-

faire. Le gars qu'a sorti «... est bonne rare», lui aussi, y est dans les patates. Pis la fille de la tévé avec, quand qu'a dit «raore» pareil comme le lion dans les vues, quand qu'y commencent au début du film. T'sais j'veux dire? Ben voyons donc, sûr et certain que c'est le même gars qu'a sorti «Ça fête fort au baseball».

Vous aut', les publicistes, vous en gaspillé, de la belle argent qu'on paye pour rien. J'trouve ça ben d'valeur. Ça pas d'bon sens d'écrire dewors comment qu'on parle dans sa cabane. J'trouve là, les gars, que vous charrié pas mal fort. À ben y pensé, vous avez pas d'affaire à nous mett' en pleine face des affaires qui s'écrivent pas. C'est-tu assez clair, ça? Un aut' bon commercial, pas vrai? Moi j'vous dis que quand qu'on parle, c'est pour se faire écouté pis pas pour se faire écrire. Vous aut', vous écrivé c'qu'on parle. Ça peut pas marché.

C'est pas parce que j'ai honte de la manière que j'parle. J'parle pas pire que les aut' gars. Mais y en a un maudit paquet qui parle ben mieux que moi pis que ça ressemble ben plusse à quoi c'est qu'on écrit. J'parle comme j'parle parce qu'on m'a pas appris d'aut' manières. Maintenant, y est trop tard pour changé pis c'est pas mon bag. Mais vous avé pas d'affaire à écrire dans l'métro comme j'parle avec mes tchomes. Ma parlure, les gars, c'est pas d'vos affaires, c'est pas pour l'métro pis pour les autoroutes. Y a un boutte à tout'.

M'a vous dire une dernière affaire, les gars. Quand que vous écrivé comme que j'parle, c'est la même affaire que si j'm'promenais en caleson sur la rue Sainte-Catherine. J'me sens un peu mal. Mes caleson, c'est mon intimité. C'est pas, comme qui dirait une tenue de ville. Ma parlure non plus, les gars. La parlure, c'est pas faite pour l'écriture parce que l'écriture, c'est pas très intime dans l'métro.

Là-dessus, chu ben d'accord avec monsieur le curé qu'est un ben bon diable tous les jours de la semaine sauf le dimanche. Pis mes tchomes aussi, y sont d'accord avec moé.

En tout cas, j'ai dit c'que j'avais à dire comme j'vous l'ai écrit dret là. Quand vous auré tout' lu ma lettre, il faut la déchirée parce qu'elle est pas montrable. J'ai pas d'rancune contre vous aut', la preuve c'est qu'après ça, m'a en calé une cinquième pour me r'posé. J'gage que vous savé pas si c'est une Bolson, une O'Beefe ou une Balatt que j'boé...



## LE CENTRE MARIN DES BLANCHONS Démocratiser la voile

**N**aviguer durant deux semaines en mer n'est désormais plus l'apanage des gens fortunés. Je blague? Absolument pas. Pour environ 21\$ à 35\$ par jour, vous pouvez découvrir le monde marin. Je ne parle pas d'une sortie de quelques heures sur dériveur dans les eaux sans courant du lac Champlain. Non. Je parle de la mer. La vraie. Celle qui dépose le sel des embruns sur vos lèvres, qui se perd à l'horizon, qui roule ses flots et qui vous envoie le vent du large en pleine face, celui de l'estuaire maritime du fleuve Saint-Laurent, par exemple...

Vous n'avez aucune expérience de la voile, peu de sous, mais l'envie d'un grand départ sur la mer? Ou alors vous avez déjà tâté du petit dériveur et vous voulez faire de la croisière sur un «gros» bateau? Optez pour l'école de croisière.

S'il existe plusieurs écoles de voile au Québec — le Club nautique de Montréal situé à l'île Ste-Hélène, par exemple, l'École de voile Stéfán Marshall, au lac St-Louis ou le Club de yacht de Québec, pour ne citer que celles-là — peu nombreuses sont celles qui offrent des stages de croisière en mer d'une durée d'une semaine ou plus. Six écoles de croisière, homologuées par la Fédération de la voile du Québec, le font: la Base de Plein Air Saint-Gédéon (lac Saint-Jean), le Centre marin des Blanchons (Québec), l'École de croisière Damacha (Alma), Croisière école Champlain (St-Paul, Îles-aux-Noix), l'École de croisière Mercator (Tadoussac), ainsi que Croisière Cassiopée (Chicoutimi).

Chacune d'entre elles a son type de bateau et son plan d'eau, son type de croisière et sa pédagogie. Le Centre marin des Blanchons, version québécoise d'une célèbre école de croisière française, les Glénans, située en Bretagne, a retenu notre attention à cause de son mode de fonctionnement tout à fait particulier et ses tarifs étonnamment bas.

Ici l'équipe de moniteurs est bénévole, ce qui permet l'organisation de stages à des prix abordables. Dirigé par ses propres membres qui en assurent aussi bénévolement les fonctions d'administration, le Centre marin des Blanchons existe depuis sept ans. Son but: permettre à chacun de ses membres la découverte du monde marin et la création de liens humains par la navigation à voile. Sa particularité: ses stagiaires peuvent devenir moniteurs à leur tour, une fois qu'ils ont maîtrisé les différentes notions de la navigation de plaisance! Ce qui leur permet,

même s'ils ne possèdent pas de voilier à eux, de voguer chaque été, encadrant d'autres stagiaires amoureux de la mer!

Le Centre marin des Blanchons est, par ailleurs, la seule école de moniteurs de croisière au Québec. Chaque année, environ 200 membres apprennent en sécurité la voile croisière avec les Blanchons.

### Le chemin du fleuve

«Il faut démocratiser la voile», dit Marie-Lyne Éthier, skipper ayant accompli plusieurs séjours de quelques mois chacun sur le Pacifique et dans les Antilles, et monitrice de croisière aux Blanchons. «Il y a des mythes qui subsistent encore, tel celui qui nous fait croire que la mer restera toujours une activité plein air de luxe.

«Bien sûr, un bateau ça coûte cher! Maniaque de la voile, je n'ai pas encore réussi à m'en payer un, mais je navigue quand même grâce aux Blanchons et au... service de location de voilier offert à Québec, par exemple (Québec Yachting). Pour 800\$ à 1 000\$, je loue, en compagnie de trois autres amis-marins, un bateau qui va nous permettre, durant une semaine, de nous adonner à notre passion!» Son rôle de monitrice aux Blanchons lui permet, en outre, deux semaines par année, de prendre des vacances tout en encadrant des stagiaires.

Marie-Lyne Éthier parle avec enthousiasme des stages de croisière côtière qu'elle dirige, qu'il s'agisse de stages pour néophytes, stages où l'on apprend les manoeuvres, la conduite d'un voilier de croisière de type nomade, à connaître les courants, à calculer les marées et à mettre l'ancre, de stages permettant d'expérimenter la manoeuvre d'un bateau lourd — ce stage s'effectue entre Québec, Matane et Gaspé avec des escales dans les endroits les plus pittoresques du fleuve — ou encore de stages de navigation semi-hauturière, alors qu'on quitte la côte pour vivre en haute mer une extraordinaire aventure, découvrant le Golfe Saint-Laurent, l'île d'Anticosti ou les côtes des provinces maritimes...

«Lorsqu'on navigue à bord du *Nomade* (stage pour néophytes), dit-elle, on se sent en toute sécurité, puisque ce dernier est un bateau d'apprentissage idéal au monde marin. Insubmersible et pouvant s'abriter partout grâce à sa dérive relevable et son fond plat renforcé d'une épaisse plaque métallique, le *Nomade* est aussi très stable à cause de son rapport largeur/longueur élevé, de son fond plat et de sa lourde dérive.

«Cependant, puisqu'il faut être

très rigoureux sur le fleuve, j'attache tous les stagiaires avec des harnais, qu'il fasse beau ou pas! On devient prudent avec l'expérience... Ainsi, lorsqu'un stagiaire va accomplir une manoeuvre, il doit s'attacher auparavant.»

Parlant de manoeuvres, Marie-Lyne Éthier me dit qu'elles s'effectuent toutes à la main, le *Nomade* n'ayant pas de winch, afin de permettre aux stagiaires de mieux sentir les effets du vent sur les voiles. De plus, le franc-bord peu élevé du *Nomade* permet de mieux sentir la mer, et ses facilités d'échouage, de découvrir des baies magnifiques! «On monte la tente sur le bateau à la tombée de la nuit, et on se prépare de ces bouffes colossales, dit-elle en riant. Les sept stagiaires et moi, nous nous sentons alors très solidaires dans notre joie et notre... fatigue!»

Mais à quoi attribuer cette soudaine conversion des Québécois à la voile-croisière? «Au fond, dit-elle, il s'agit probablement moins d'une conversion que d'une découverte. L'histoire du Québec est trop intimement liée au fleuve et à la mer pour qu'il ne subsiste pas en nous la fibre du marin.

«Mais il n'est pas facile de «prendre la mer». Je connais des gens qui naviguent depuis des années sans vouloir se risquer sur le fleuve... Certains mordus de voile ne vont guère plus loin que l'île d'Orléans! On a oublié le fleuve. On lui a tourné le dos pendant tellement longtemps, ce magnifique fleuve ouvert sur un océan! Le fleuve, cela veut dire aussi: grande circulation maritime, conditions climatiques difficiles. Lorsque j'ai découvert la mer, je me suis en même temps découverte comme «être maritime». Il ne faut pas oublier que le globe, c'est 2/3 de mer!

«En mer, continue Éthier, tu es seule avec la ligne d'horizon. Tout autour, pureté, harmonie, beauté. Avec l'impression d'avoir une ouverture de 360 degrés sur le monde. Surtout lorsque l'on traverse l'Atlantique!»



## Les «pros» admis aux Olympiques

**S**ouvent assailli depuis sa mise à flot par le baron Pierre de Coubertin, le vaisseau de l'amateurisme olympique prenait déjà eau de toutes parts. Dans trois mois, il sera sinon coulé, du moins irrémédiablement avarié dans le port de Los Angeles par une anodine torpille lancée le 30 mai 1978 à Buenos Aires, soit bien avant la guerre des Malouines.

Si l'amateurisme demeure la vérité de la masse participante, l'imposer à l'élite contraint celle-ci au mensonge. L'Américain Pancho Gonzales, l'un des premiers grands joueurs de tennis professionnels, l'avait clairement exprimé il y a 20 ans: «La seule différence avec les amateurs est que nous recevons notre argent pardessus la table.» Dans le même sens, au lendemain des Jeux de 1976 où il avait été médaillé d'or aux 110 mètres haies, le Français Guy Drut tentait de placer le CIO devant l'évidence en dévoilant que, comme beaucoup d'autres athlètes, il avait été payé. Pour sa peine, Drut fut disqualifié...

Deux coureurs de haies (décidément une spécialité d'extrovertis) Willie Gault et Reynaldo Nehemiah, devenus joueurs de football américain, sont passés de la parole aux actes en plaidant devant la justice américaine que leur emploi de footballeur professionnel ne devait pas affecter leur statut d'athlète amateur dans un autre sport bien distinct. Ironiquement, tous deux se sont plaints que l'exclusion des Jeux de 1984 leur faisait perdre les centaines de milliers de dollars qu'ils auraient reçus comme amateurs. Et en plus Phil Mahre, récent médaillé d'or en slalom à Sarajevo, déposait un affidavit en faveur de Gault, déclarant qu'il avait touché plus d'un million de dollars durant ses deux dernières saisons de ski amateur.

Mais revenons-en à Buenos Aires, au congrès de 1978 de la FIFA (fédération internationale de soccer) qui, pour la première fois, imposait des limites à l'amateurisme tous azimuts des pays socialistes. Lassée de constater que depuis 1952 le Tournoi Olympique de football-soccer était devenu la chasse gardée des joueurs communistes à plein temps, la majorité du congrès adoptait une résolution «efficacement biaisée» qui interdisait aux pays d'Europe et

d'Amérique du Sud d'y inscrire des joueurs ayant participé à la Coupe du monde de football-soccer.

Or, la Coupe du monde est ouverte aux professionnels et aux amateurs depuis sa création en 1930, et cette décision n'affectait en rien les meilleurs joueurs de ces deux continents qui sont presque tous professionnels, ni ceux des autres continents, quel que soit leur statut. Seule était touchée l'élite de derrière le rideau de fer.

Par suite de la libéralisation de la règle 26 définissant le statut de l'amateur, en 1981 au Congrès de la CIO à Baden-Baden, l'appétit est venu à la puissante communauté du football-soccer international. La torpille de 1978, après avoir atteint sa première cible, acquérait vitesse et puissance pour être réorientée sur le Tournoi Olympique et, à travers lui, sur le CIO.

Depuis ce temps, une commission spéciale FIFA/CIO a siégé plusieurs fois pour revoir le Code d'admission. Des dirigeants de la FIFA sont également membres influents du CIO dont le président Samaranch, comme tout Espagnol qui se respecte, est friand de football-soccer. Toujours est-il que voici deux mois, un protocole d'entente a été signé entre les deux organismes: seuls sont exclus les joueurs d'Europe et d'Amérique du Sud ayant participé à la Coupe du monde, ainsi que ceux en possession d'un contrat de publicité. Donc à l'exception d'une poignée de supervedettes, la porte du tournoi olympique de Los Angeles est grande ouverte aux professionnels!

Plus de 100 pays participaient aux tournois préliminaires continentaux étalés sur deux ans, et, anticipant la récente décision, la plupart de ceux qui possèdent des joueurs professionnels les ont utilisés. Après avoir éliminé entre autres le Mexique et Cuba, le Canada s'est ainsi qualifié avec ses joueurs professionnels de Coupe du monde.

À Los Angeles, le tournoi olympique de football-soccer sera «open» et, une fois ce précédent établi, il sera difficile de retenir les représentants d'autres disciplines. Après le naufrage de l'amateurisme marron, le CIO devra, pour préserver un nouveau type d'idéal olympique, lutter contre les excès de la commercialisation.

# PHOTOGRAPHER

Antoine Désilets



## Du sommeil du Juster...

Les photographes reporters (dits « de presse ») se connaissent tous. Depuis le temps qu'ils se rencontrent presque chaque jour aux mêmes événements, « dispatchés » par leur journal ou leur agence! Normal donc que j'aie retrouvé ce soir-là mon congénère Mac Juster du (défunt) Montreal Star à l'une de ces spectaculaires et percutantes conférences de presse... qui était la troisième de la journée et je sais pas la quelle « ième » de la semaine que l'on m'avait demandé

de « couvrir ». Je crois me rappeler qu'il ne s'agissait ni d'un groupe de Dames patronesses, ni des Dames de Sainte-Anne, pas plus que des Dames Fermières. Mais ce dont je suis sûr, c'est que c'était la gent féminine qui était à l'honneur, comme la photo le montre clairement! L'heure était grave, l'atmosphère solennelle et le sujet terriblement complexe. Le tout s'étirait donc en longueur, tant et si bien que l'ami Mac, ayant déposé ses appareils, s'installe confortablement et fait mine de

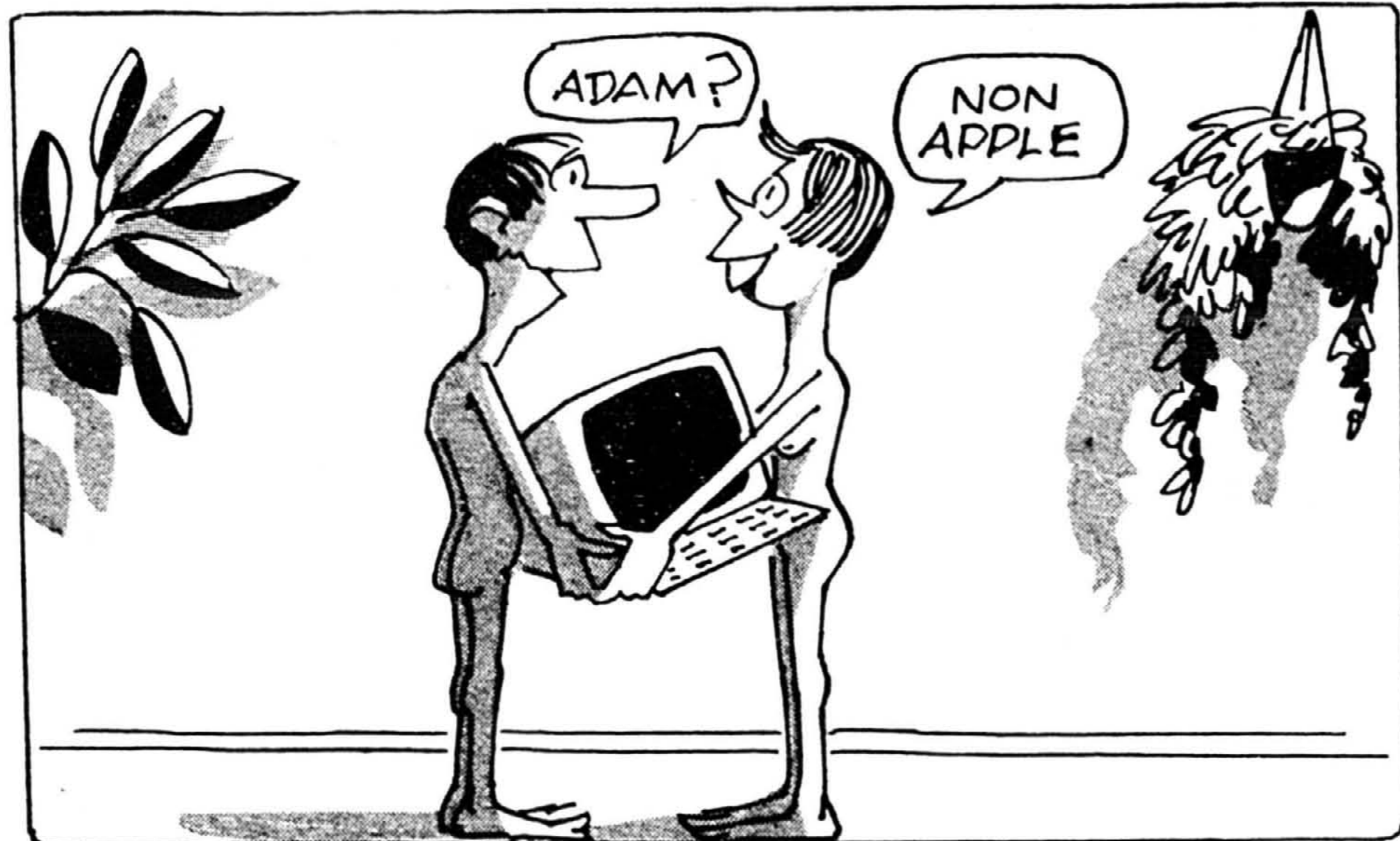
s'endormir... quelques secondes pour s'exclamer ensuite à mi-voix: « When-hen is this gonna end? » Pour toute réponse, je lui fis signe (en français) de reprendre un instant sa pose de dormeur, qui me semblait fort convainquante et bien adaptée à la situation... ce qu'il fit volontiers! Les photographes, je l'ai déjà dit, sont les as du passe-passe! Moi, dans ma candeur, je voyais déjà ma photo à la « une » de La Presse du lendemain... ce qu'elle ne fit évidemment pas! Mais je l'ai gardée dans mes

archives. Et l'un des intérêts de la chronique que je rédige pour ce magazine est de me permettre de publier (ou re-publier parfois!) quelques-unes de ces images « impubliables » que j'ai commises et conservées avec une tendre perversité! Il est possible d'aller plus loin dans un tel contexte parce que tout le monde sait que ce n'est pas sérieux et que l'on permet ici à Désilets (sans accent aigu, s.v.p.) de raconter et publier n'importe quoi ou presque, ce qu'il fait avec beaucoup de malice et

encore plus de délice! « Bons comme vous v'la rendus, vous connaissez les coordonnées de cette image; je n'insiste donc pas! Je préciserai cependant devant cette noble assemblée (c'est vous autres, oui, oui!) que je suis depuis des temps si lointains qu'ils sont immémoriaux à la fois mysogine léger et féministe enragé! Je promets donc à toutes ces Dames de ne plus jamais faire et oser publier des photos de ce genre... Juré! Craché! Et bonnes photos!



# LA RELIGION CATHODIQUE



# SCIENCE ET LOISIRS

## Bouteilles tout-usage

• Recyclage des vieilles bouteilles  
La technique que nous allons vous apprendre vous permettra de conserver et de réutiliser à d'autres fins des bouteilles que vous auriez auparavant jetées. La technique consiste tout simplement à couper les bouteilles de verre de toute forme et de tout usage.

Il faut d'abord vous fabriquer une « planche à couper » qui servira de guide et de support aux bouteilles, vous permettant ainsi de les couper exactement là où vous le désirez.

**Avertissement:** étant donné que vous allez travailler à la fois avec du verre et du feu, munissez-vous d'une bonne paire de gants de travail et de verres de sûreté.

quelle la bouteille sera coupée. Pour la changer de place, il suffit de la dévisser et de la fixer à une nouvelle position.

La troisième pièce, C, constitue la base.

Le coupe-vitre est encastré dans une rainure creusée dans la base à quelques centimètres du bord. Assurez-vous qu'il tienne bien en place. Utilisez, pour plus de sûreté, des clous en U. Si le coupe-vitre bouge pendant que vous marquez la bouteille, le résultat sera désolant.

Vous voilà maintenant prêt pour la coupe de votre première bouteille. Avant de commencer, il importe de s'assurer que le bouchon de la bouteille est enlevé. Dans le cas contraire, celle-ci pourrait exploser.

Afin d'obtenir une coupe régulière, enlevez toutes les étiquettes et assurez-vous que la bouteille soit bien propre.

## a Matériel

- Trois pièces de bois (contreplaqué ou pin) de 30 cm x 50 cm, de 30 cm x 30 cm et de 5 cm x 50 cm. Les dimensions ne sont pas critiques
- Un coupe-vitre
- Du papier émeri de différentes grosseurs
- Quelques vis à bois et un tournevis
- Des bouteilles de formes diverses
- Des verres de sûreté
- Des gants de travail
- De la ficelle
- De l'essence à briquet et une allumette
- Un bac d'eau très froide

La figure 1 illustre le montage général. Nous y avons représenté, en pointillé, la position d'une bouteille. La pièce A, le long de la bouteille, sert à tenir celle-ci en place perpendiculairement. Cette pièce est fixée à la base C à l'aide de deux vis. La deuxième pièce de bois, B, détermine la hauteur à la-

## b Technique de coupe

La figure 2 illustre les principales étapes de la coupe. Suivez-les attentivement.

## c Finition

Il ne vous reste qu'à sabler le bord de votre nouvel objet jusqu'à ce qu'il soit parfaitement lisse. Utilisez du papier émeri de plus en plus fin.

Voici en terminant quelques suggestions d'objets que vous pouvez fabriquer: des vases, des cendriers, des porte-crayons, des pots à fleurs et toutes sortes de récipients très utiles pour les amateurs de chimie.

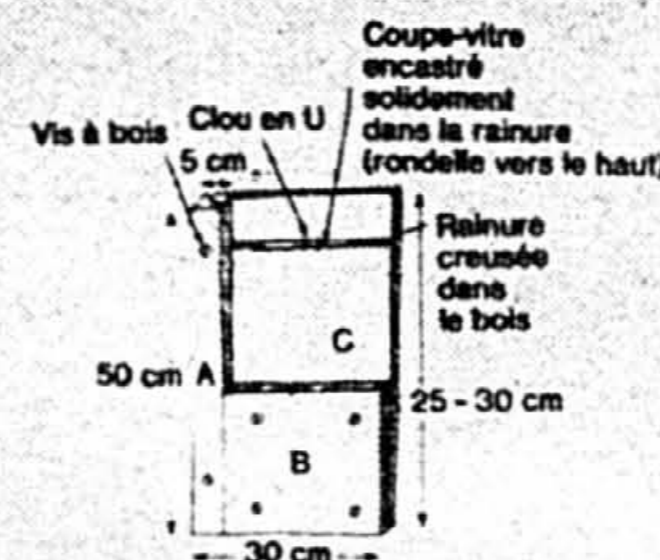


Figure 1.

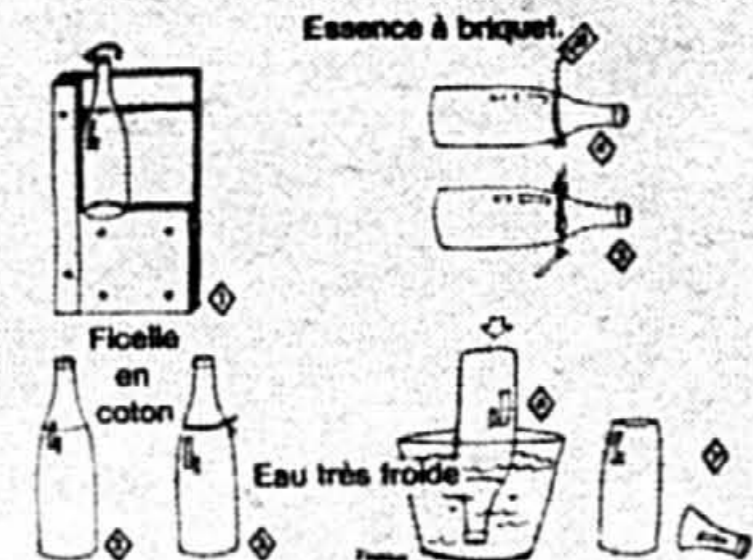


Figure 2.

Si vous avez des commentaires ou des suggestions à nous faire parvenir, ou si vous rencontrez des difficultés, écrivez-nous à l'adresse suivante: Technira Ltée, C.P. 337, Succursale de Lorimier, Montréal (Québec), Canada H2H 2N7.

Les lettres qui demandent une réponse devront être accompagnées d'une enveloppe adressée et affranchie.

Les expériences contenues dans cette chronique sont tirées et adaptées de deux recueils d'activités scientifiques, «Au bout de la science» et «Comme l'œuf de Christophe Colomb», éditées par Technira Ltée (c. 1982 et 1983). Coordination: Santo Tringali.

**D**ans le passé, on prêtait aux fraises de nombreuses vertus thérapeutiques. Louis XIV en raffolait à tel point qu'il fallut augmenter la culture de ce fruit pour satisfaire ce goût royal. Les fraises, c'est délicieux!

CUISINER



Pol Martin

# Coquilles de pétoncles, escalopes de veau au concombre et fraises à la parisienne

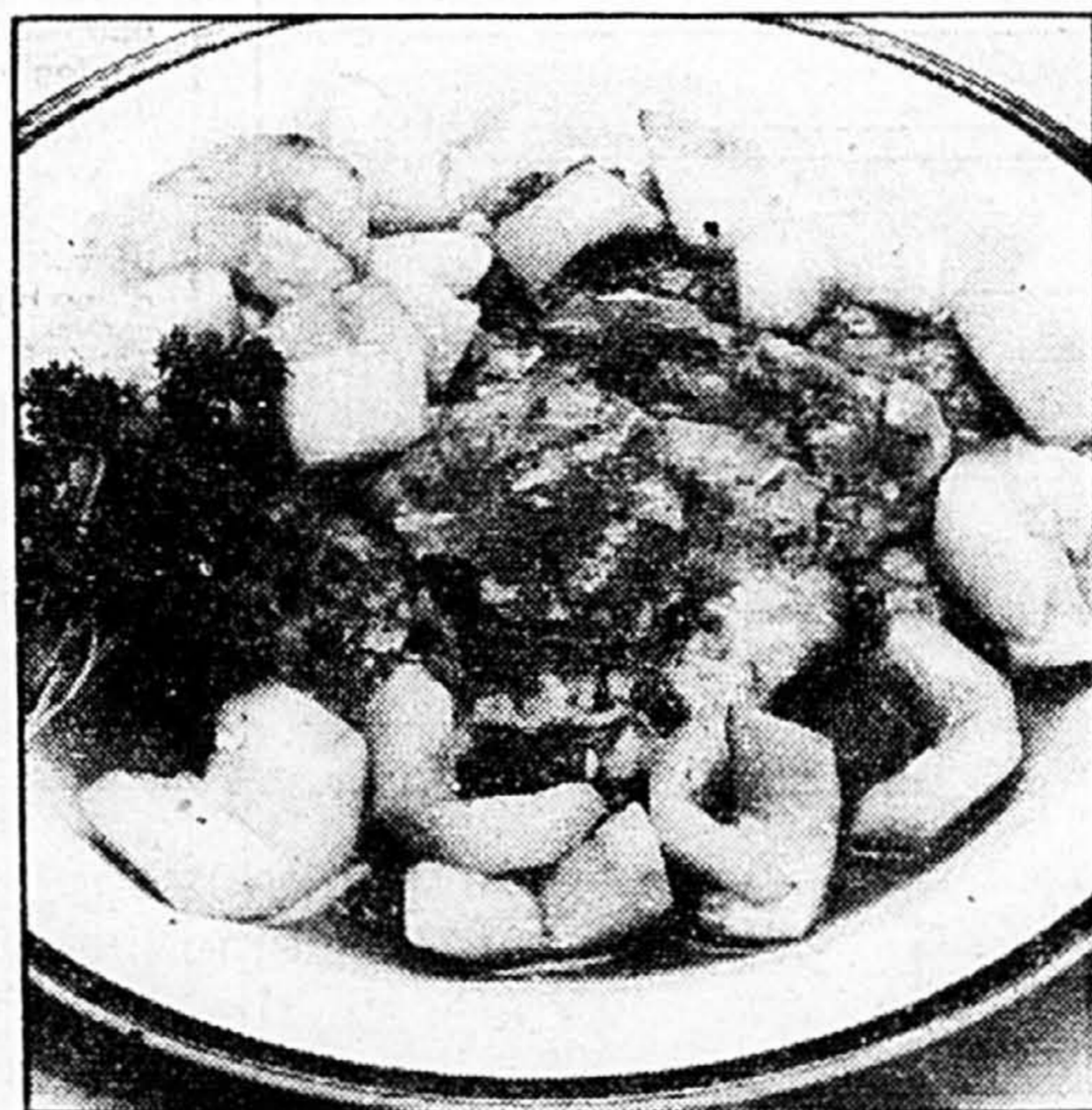
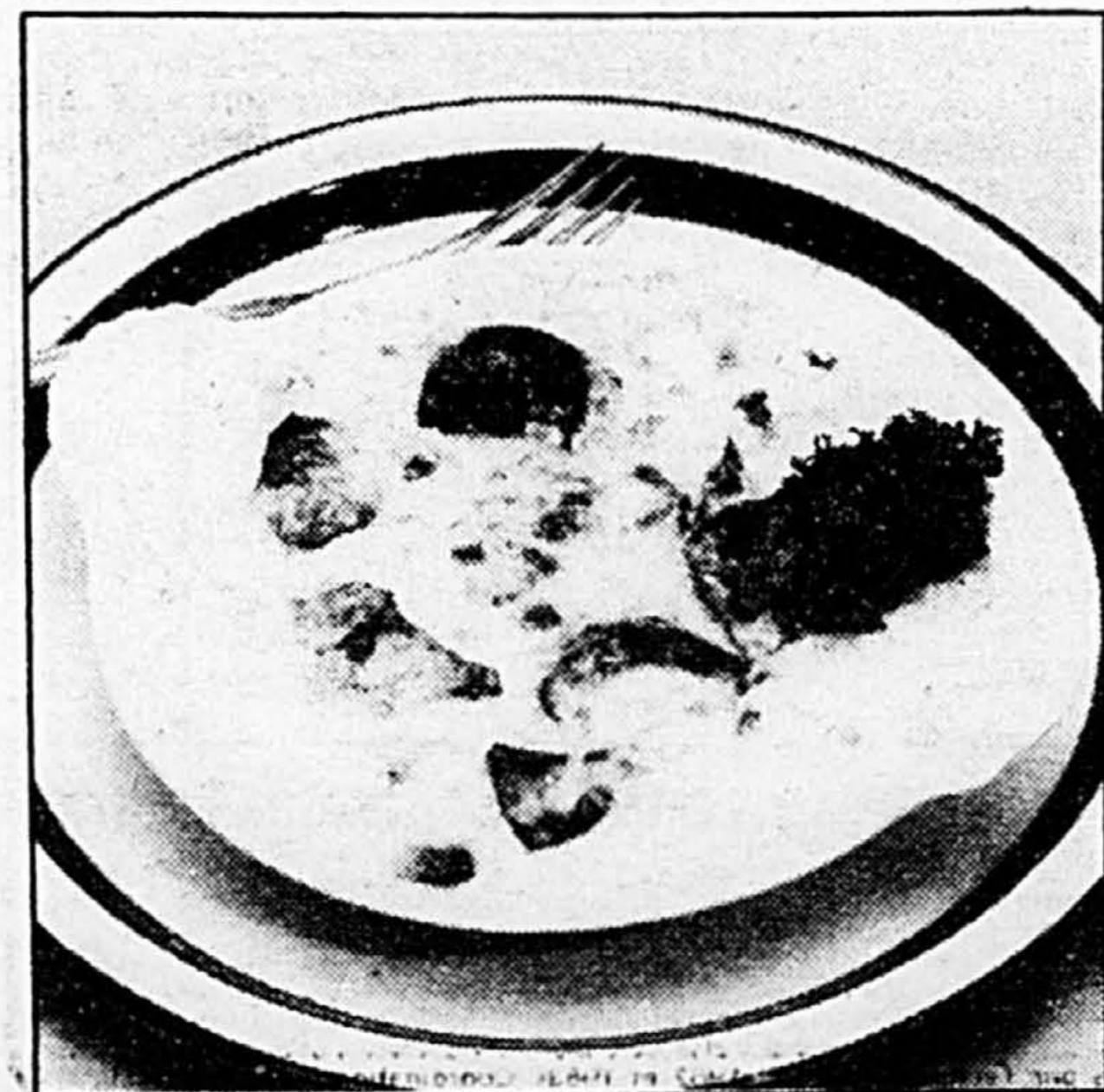
## 1. Coquilles de pétoncles aux piments

(pour 4 personnes)

24	pétoncles frais ou dégelés
1	échalote hachée
1	piment rouge coupé en dés
1	piment jaune coupé en dés
4	pommes de terre cuites, coupées en petits dés
500 mL	(2 tasses) de bouillon de poulet léger, chaud
15 mL	(1 c. à soupe) de persil haché
45 mL	(3 c. à soupe) de beurre
45 mL	(1 c. à soupe) de farine
50 mL	(1/4 tasse) de crème épaisse à la française
125 mL	(1/2 tasse) de fromage râpé
	jus de citron
	sel et poivre

Préchauffer le four à 190°C (375°F)

- 1) Mettre les pétoncles, l'échalote et les piments dans une petite casserole. Ajouter le bouillon de poulet; amener à ébullition à feu doux.
- 2) Dès que le liquide commence à bouillir, retirer les pétoncles et les mettre de côté.
- 3) Continuer la cuisson des piments de 3 à 4 minutes. Saler, poivrer.
- 4) Faire fondre le beurre dans une petite casserole. Ajouter la farine; mélanger rapidement et faire cuire 1 minute.
- 5) Ajouter le liquide de cuisson et les piments.
- 6) Ajouter les pommes de terre et la crème; remuer et faire cuire 4 à 5 minutes pour épaissir le liquide.
- 7) Remettre les pétoncles dans la sauce; mélanger et verser dans des coquilles.
- 8) Parsemer le tout de fromage râpé.
- 9) Faire griller au four à grill (broil) pendant quelques minutes.
- 10) Arroser de quelques gouttes de jus de citron. Parsemer de persil haché. Servir.



## 2. Escalopes de veau au concombre

(pour 4 personnes)

4	escalopes de veau très minces
30 mL	(2 c. à soupe) de beurre
1	gros concombre évidé et émincé
375 mL	(1 1/2 tasse) de bouillon de poulet chaud
15 mL	(1 c. à soupe) de fécule de maïs
45 mL	(3 c. à soupe) d'eau froide
	quelques gouttes de jus de citron
	farine
	sel et poivre

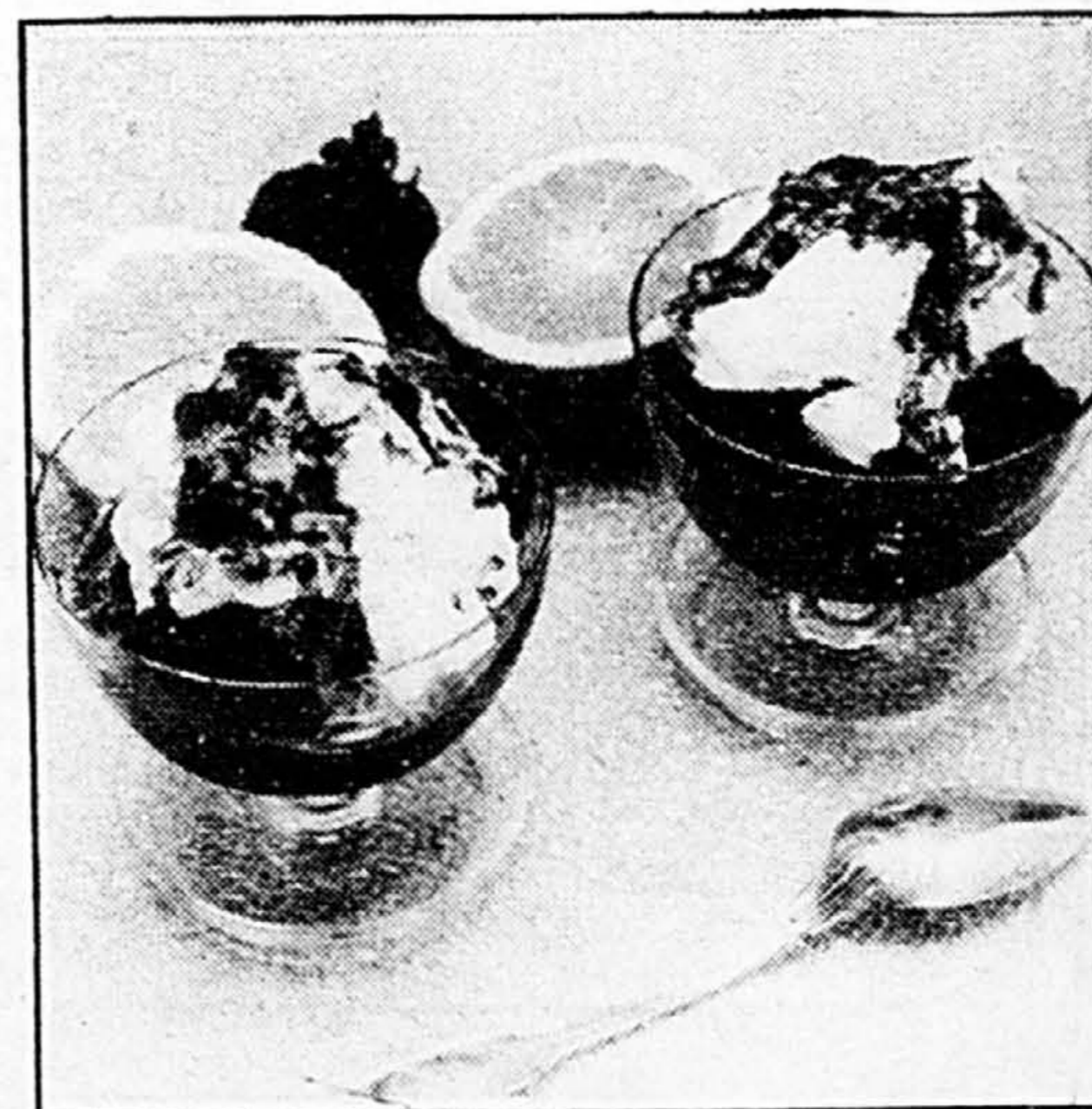
- 1) Saler, poivrer et enfariner les escalopes.
- 2) Faire chauffer le beurre dans une poêle à frire. Ajouter les escalopes et les faire cuire 3 minutes de chaque côté.
- 3) Retirer les escalopes de la poêle et les transférer dans un plat de service.
- 4) Mettre les concombres dans la poêle; saler, poivrer et faire cuire 3 minutes.
- 5) Ajouter le bouillon de poulet; faire mijoter pendant quelques minutes.
- 6) Mélanger la fécule de maïs et l'eau froide. Ajouter le mélange à la sauce; remuer.
- 7) Arroser le tout de quelques gouttes de jus de citron.
- 8) Napper les escalopes de sauce. Servir.

## 3. Fraises à la parisienne

(pour 4 personnes)

3	chopines de fraises fraîches, lavées et nettoyées
125 mL	(1/2 tasse) de sucre
250 mL	(1 tasse) de crème à 35%
	jus de 1/2 citron

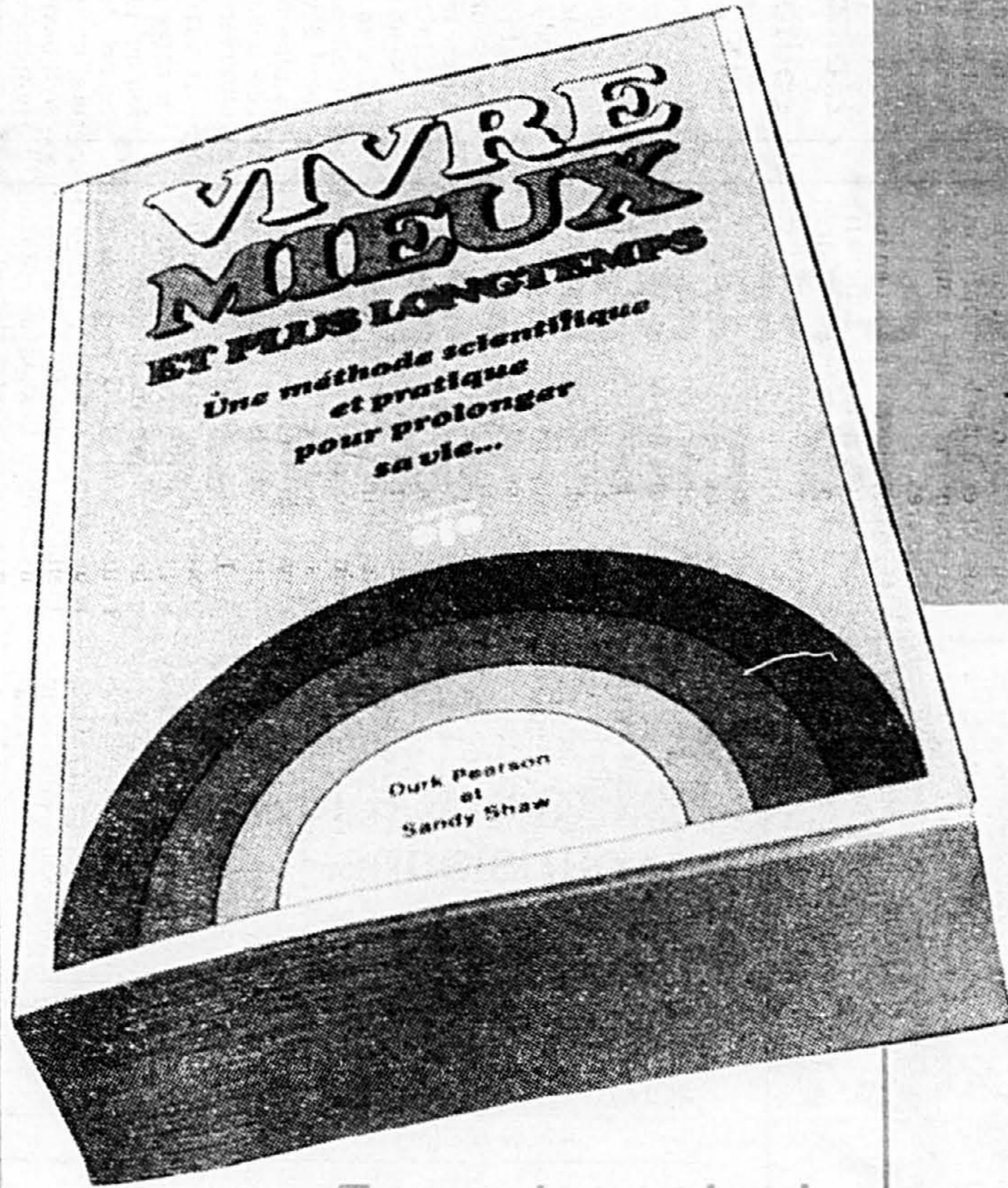
- 1) Séparer les fraises en deux groupes.
- 2) Partager le premier groupe de fraises entre 4 coupes en verre. Réfrigérer.
- 3) Passer le reste des fraises au moulin à légumes ou au tamis. Ajouter le sucre et le jus de citron; mélanger le tout.
- 4) Verser la crème à 35% dans un bol. À l'aide d'un batteur électrique, fouetter la crème jusqu'à ce qu'elle commence à former des pics.
- 5) Verser la crème fouettée dans le bol contenant la purée de fraises; mélanger le tout.
- 6) Verser le mélange dans les coupes de verre. Servir.



Collection «Best-sellers»

**DURK PEARSON ET SANDY SHAW**

Traduction française de Lise Marchand,  
avec la collaboration de  
Josée Gagnon, B.Sc., M.Sc.



En vente partout

La courbe de survie qui traduit une augmentation de la durée maximale de vie.

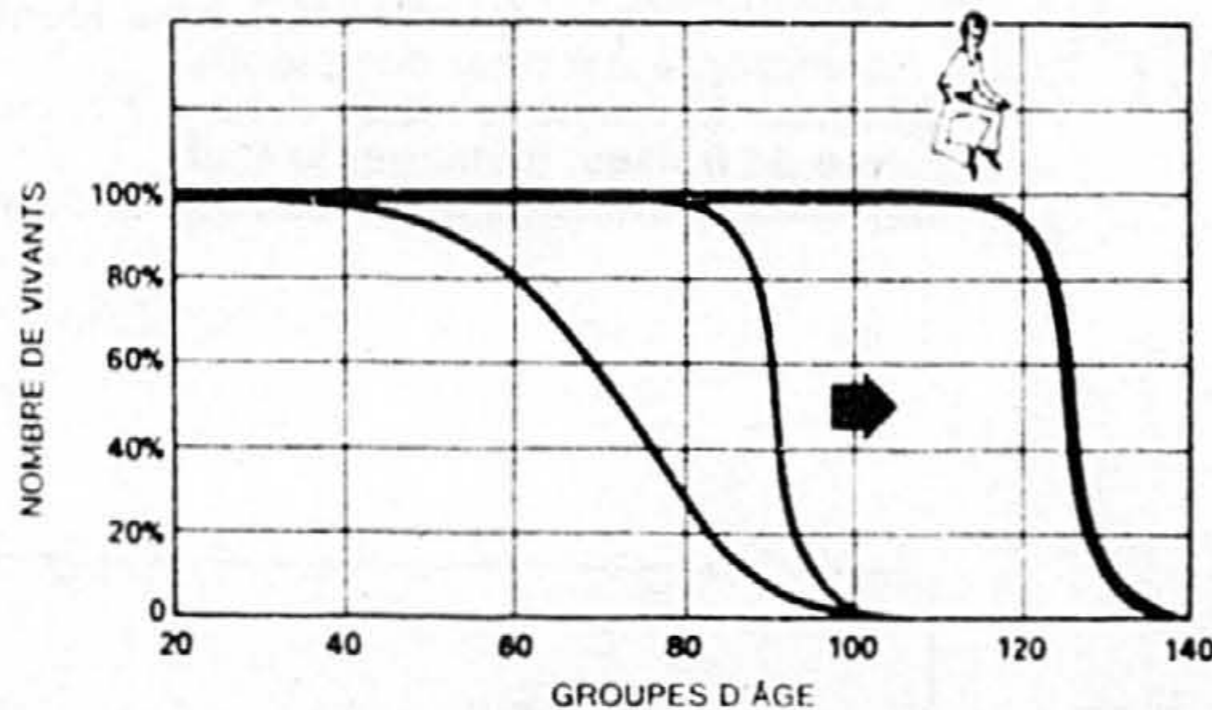


Figure 3. Exemple d'une courbe de vieillissement humain modifiée par l'amélioration de l'alimentation et d'autres conditions de vie ainsi qu'une augmentation de la durée intrinsèque de vie.

Service rapide et efficace

**285-6984**

**COMMANDEZ  
PAR TÉLÉPHONE**

Économisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTER-CARD et le tour est joué. Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9h à 16h.

Prière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.

**AEC** Membre de l'Association des éditeurs canadiens

**Aux Éditions La Presse**

# VIVRE MIEUX ET PLUS LONGTEMPS

**Une méthode scientifique et pratique  
pour prolonger sa vie...**

- Qu'est-ce que vieillir?
- Jusqu'à quel point sommes-nous responsables de la durée de notre vie?
- Quels sont les mécanismes biologiques fondamentaux qui amènent le vieillissement?
- Comment peut-on retarder ou modifier le processus de ces mécanismes?
- Quels sont les coûts et les avantages de la prolongation de la vie?
- Quel rôle la nutrition peut-elle jouer dans la diminution des risques du cancer, de la crise cardiaque?
- L'alcool et le tabac peuvent-ils être rendus moins nuisibles par des suppléments nutritifs?
- Le plaisir de la sexualité doit-il diminuer avec l'âge?
- Quel rôle notre médecin peut-il jouer dans notre programme personnel de prolongation de la vie?

La réponse à ces questions — et à bien d'autres — vous la trouverez dans cet ouvrage de 684 pages.

*il y a de la joie dans l'air d'aujourd'hui et de demain pour ceux qui ont décidé de vivre longtemps*

**OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉ(E)S DE LA PRESSE: 20% DE RÉDUCTION**

**BON DE COMMANDE**

Veuillez me faire parvenir ( ) exemplaire(s) de «Vivre mieux et plus longtemps», au prix de 19,95\$ chacun, plus 1\$ de frais de poste et manutention.

( ) Je suis abonné(e) à LA PRESSE. Veuillez me faire parvenir ( ) exemplaire(s) de «Vivre mieux et plus longtemps» au prix de 15,95\$ l'exemplaire, plus 1\$ de frais de poste et manutention.

No d'abonné(e).....

**IMPORTANT:** Joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse Ltée.

Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement:

**MASTERCARD** No.....

**VISA** No.....

A retourner aux:

Éditions La Presse Ltée, 7, rue Saint-Jacques  
Montréal, Québec H2Y 1K9

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....

PROVINCE.....

CODE POSTAL.....

TOTAL.....

ci-joint..... (Plus 1\$ pour frais de poste et manutention)